

## Recherches sociographiques



# Aperçu du journalisme québécois d'expression française

Jean Hamelin et André Beaulieu

Volume 7, numéro 3, 1966

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055320ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055320ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hamelin, J. & Beaulieu, A. (1966). Aperçu du journalisme québécois d'expression française. *Recherches sociographiques*, 7(3), 305–348.  
<https://doi.org/10.7202/055320ar>

Résumé de l'article

L'exposé qui suit n'a pas la prétention de retracer l'histoire complète du journalisme québécois. À quelques exceptions près, le manque de monographies a considérablement réduit l'envergure de notre travail fait d'approches ou, pour reprendre le terme de Charles DuBos, d'«approximations». Dans l'état actuel de nos connaissances, toute fresque historique sur le sujet serait prématurée. Nous nous limitons donc à esquisser les principales étapes du journalisme, à classer les journaux et à établir leur filiation, à circonscrire les pôles de pensée et, derrière ces pôles, les groupes humains qui s'agitent.

L'histoire de la presse, nouvelle province dans l'empire de Clio, semble s'intéresser davantage à la presse d'information et d'opinion, le journal, qu'à la presse d'information savante qui englobe les revues générales et les revues spécialisées. Ici comme ailleurs, au départ, tout se passe comme si les chercheurs avaient conscience qu'il s'agissait là de deux objets différents, car il y a loin du journal quotidien à la revue. Toute revue, même générale, ne s'inscrit-elle pas dans la ligne d'une certaine spécialisation ? De fait, les concepts de journal et de revue doivent marquer les étapes de toute investigation de la presse d'une société. Ce n'est que lorsque ces deux avenues auront été explorées que nous pourrons saisir le phénomène dans sa totalité. Nous ne parcourons ici qu'une seule avenue, celle des journaux. Il nous tarde de parcourir la seconde.

## APERÇU DU JOURNALISME QUÉBÉCOIS D'EXPRESSION FRANÇAISE

L'exposé qui suit n'a pas la prétention de retracer l'histoire complète du journalisme québécois. À quelques exceptions près, le manque de monographies a considérablement réduit l'envergure de notre travail fait d'approches ou, pour reprendre le terme de Charles DuBos, d'« approximations ». Dans l'état actuel de nos connaissances, toute fresque historique sur le sujet serait prématurée. Nous nous limitons donc à esquisser les principales étapes du journalisme, à classer les journaux et à établir leur filiation, à circonscrire les pôles de pensée et, derrière ces pôles, les groupes humains qui s'agitent.

L'histoire de la presse, nouvelle province dans l'empire de Clio, semble s'intéresser davantage à la presse d'information et d'opinion, le journal, qu'à la presse d'information savante qui englobe les revues générales et les revues spécialisées. Ici comme ailleurs, au départ, tout se passe comme si les chercheurs avaient conscience qu'il s'agissait là de deux objets différents, car il y a loin du journal quotidien à la revue. Toute revue, même générale, ne s'inscrit-elle pas dans la ligne d'une certaine spécialisation? De fait, les concepts de journal et de revue doivent marquer les étapes de toute investigation de la presse d'une société. Ce n'est que lorsque ces deux avenues auront été explorées que nous pourrons saisir le phénomène dans sa totalité. Nous ne parcourons ici qu'une seule avenue, celle des journaux. Il nous tarde de parcourir la seconde.<sup>1</sup>

### I. DES AMÉRICAINS TRACENT LA VOIE, 1764-1804

On constate, non sans une certaine perplexité, l'absence totale d'imprimerie au Canada durant la période coloniale française. Des historiens ont vainement tenté d'en établir les raisons. Tout au plus les documents nous apprennent-ils que les Jésuites, dès 1665, et les Sulpiciens, en 1683, ont songé à importer une presse de France tandis que le gouverneur La

---

<sup>1</sup> Plusieurs journalistes nous ont aidés de leurs conseils. Nous tenons à remercier d'une façon spéciale Jean-Louis Gagnon, Jean-Charles Harvey, Pierre-J.-G. Vennat, Bruno Lafleur, Gilles Boyer, Raymond Dubé, Louis-C. O'Neil.

Galissonnière, en 1749, aurait sondé le Conseil de la Marine sur cette question. Ni le manque de dynamisme des colonaux ni les réticences d'un monarque absolu ne suffisent à rendre compte de l'échec de ces projets. L'explication fondamentale réside peut-être dans les conditions sociales, économiques et politiques de la colonie qui ne nécessitent en aucune façon l'installation d'une imprimerie.

À la même époque, en France, la structure monarchique et aristocratique de la société freine les progrès de la presse, en particulier celui de sa libre expression. Le roi, qui groupe autour de lui la noblesse et la grande bourgeoisie afin d'assurer son pouvoir personnel, ne tolère pas l'expression d'une opinion libre qui refléterait les grandeurs, il est vrai, mais aussi les misères du royaume. Les souverains, craignant les effets nocifs de la presse, encouragent et même imposent des monopoles de presse auxquels ils dictent une ligne de conduite. Par contre, la presse anglaise connaît au XVIII<sup>e</sup> siècle de foudroyants succès. Elle se dégage, grâce au système parlementaire, du carcan que lui avait imposé la monarchie. Sous les deux premiers George, qui règnent de 1714 à 1760, la presse se politise : *Whigs* et *Tories* s'opposent non plus seulement à la Chambre des Communes mais sur la place publique, à travers des journaux partisans. Puis, en 1771, sous George III, l'autorisation de reproduire les délibérations du Parlement marque le début d'une liberté d'expression qui ira toujours croissante.

L'évolution de la presse anglaise aura de profondes répercussions au Canada par l'intermédiaire des treize colonies américaines où existe, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, une presse régionaliste et souvent religieuse qui parvient à maturité durant la décennie qui précède la Guerre d'Indépendance. Boston, Philadelphie et New-York sont les principaux centres où s'enracine la presse américaine et d'où émigrent des imprimeurs expérimentés. Ainsi, en 1751, le bostonnais Bartholomew Green, fils du successeur de Campbell à la *News Letter*, installe à Halifax une presse à imprimer. Il meurt à peine cinq semaines après son arrivée. John Bushell prend sa relève et publie, en janvier 1752, le premier journal imprimé en territoire canadien, la *Halifax Gazette*.

Le traité de Paris, en 1763, qui intègre la Nouvelle-France à l'Empire britannique, ouvre aux imprimeurs américains un nouveau champ d'action. Venus de Philadelphie, William Brown et Thomas Gilmore, s'associent, en août 1763, pour établir un atelier à Québec. Pendant que Brown y cherche un public, Gilmore se rend en Angleterre acheter une presse et des caractères d'imprimerie. Tous deux publient, le 21 juin 1764, le premier numéro de la *Gazette de Québec* qui ne disparaîtra qu'en 1874, absorbée par un concurrent, le *Morning Chronicle*. Gilmore meurt en 1772 et Brown en 1794. Les neveux de Brown, Samuel Neilson, puis son frère cadet John, continuent l'œuvre des deux pionniers du journalisme en terre québécoise.

Pendant ce temps, Fleury Mesplet s'établit à Montréal. Les causes de la venue de l'imprimeur lyonnais, en 1776, demeurent encore obscures. Des historiens affirment que Franklin, qui songeait à entraîner le Québec dans le mouvement d'indépendance américaine, aurait décidé Mesplet, en 1773, à se rendre à Philadelphie. Il s'agit là d'une hypothèse. On sait seulement que Mesplet a imprimé à Philadelphie, en 1774, l'*Adresse du Congrès aux habitants de la province de Québec* et qu'il reçut, en février 1776, deux cents dollars du Congrès pour fonder une imprimerie à Montréal, alors aux mains d'Arnold et des Américains. Mesplet n'eût guère le temps de faire à Montréal de la propagande en faveur de la Révolution américaine. Les troupes anglaises reprirent Montréal, en juin 1776, et il fut incarcéré. Relâché, Mesplet publie d'abord des ouvrages peu compromettants : livres de piété, un almanach dit « curieux et intéressant » . . . L'année suivante, le 3 juin, il lançait, assisté de Valentin Jautard, la *Gazette du commerce et littéraire*. Jautard, un émigré français au tempérament frondeur et chicanier, commit l'imprudence de prendre à parti certaines personnalités qui siégeaient dans le Conseil de la province. Le gouverneur ne tarda pas à suspendre la *Gazette* et à emprisonner l'imprimeur et le rédacteur. Pierre de Sales de La Terrière, avec beaucoup d'imagination et de saveur raconte, dans ses *Mémoires*, la vie mouvementée de détenus des deux compères. Trois années de prison ne découragèrent pas Mesplet. Le 25 août 1785, il publiait une nouvelle feuille, la *Gazette de Montréal*, l'ancêtre de l'actuelle *Montreal Gazette*. À la mort de Mesplet, en janvier 1794, Edward Edwards acquit les droits de propriété du journal et de l'imprimerie.

William Moore renouvela à Québec l'aventure de Brown et de Gilmore. Il fonda la *Nouvelle Imprimerie* et commença, à la fin de 1788, la publication de deux journaux : *Le Courrier de Québec ou Héraut français* et le *Quebec Herald*. Le *Courrier*, traduction de ce dernier, ne vécut que quelques semaines, mais le *Herald* parut jusqu'en juillet 1792. « On trouverait difficilement, écrit Léo-Paul Desrosiers, journal plus sérieux, ayant plus de tenue, de gravité, de caractère. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'est pas rempli par les faits divers, il n'est pas absorbé par les événements qui se déroulèrent au Canada. Irrésistiblement, il évoque nos grandes revues modernes de politique étrangère, ce qui n'est pas sans surprendre. Sous forme d'extraits de lettres, d'articles pris dans les journaux européens et américains, de résumés, c'est la vie de toutes les nations du temps qui s'enregistre dans le *Herald* . . . »<sup>1</sup>

D'autres journaux parurent à l'époque, dont le *Cours du temps* (1794-1795) et la *Gazette* (1796-1797) de Louis Roy, adversaire sérieux et tenace d'Edwards. Tous connurent une existence éphémère, sauf la *Gazette de*

<sup>1</sup> Léo-Paul DESROSIERS, « Le *Quebec Herald* », *Les Cahiers des Dix*, numéro 16, Montréal, 1951, 83.

*Montréal et la Gazette de Québec* qui survécurent. D'aspect sévère, ces feuilles, lorsqu'on les regarde de près, sont belles. Imprimées régulièrement sur deux colonnes, leur typographie garde quelque chose du xvii<sup>e</sup> siècle. Simple feuille pliée en deux (donc in-folio de quatre pages), la *Gazette de Québec*, pour sa part, n'a ni manchette ni illustration. Seuls quelques titres, les capitales et les annonces (soulignées parfois d'une vignette gravée sur bois), brisent l'image régulière et continue qu'offre le texte. Brown, dans le premier numéro de son journal, explique ses buts qui rejoignent les préoccupations de William Moore : « Notre dessein est donc de publier en Anglais, et en Français, sous le titre de la *Gazette de Québec*, un recueil d'affaires étrangères, et de transactions politiques, afin qu'on puisse se former une idée des différents intérêts, et des connexions réciproques, des puissances de l'Europe. »

Si ces journaux ne supportent pas la comparaison avec ceux d'aujourd'hui, ils n'en demeurent pas moins des réalisations étonnantes pour l'époque. Car les éditeurs doivent surmonter de nombreuses difficultés. Ce sont d'abord des difficultés techniques. La presse à bras, qu'utilisent un Brown ou un Mesplet, s'apparente beaucoup aux presses en usage dès la fin du xvi<sup>e</sup> siècle dans les ateliers européens. Elle nécessite deux employés : un pour encre les formes et un autre pour actionner le levier. Dans de telles conditions, deux *compagnons* peuvent tirer une cinquantaine de numéros de quatre pages à l'heure.

La cueillette de la nouvelle pose des problèmes encore plus ardu. Il n'existe alors ni téléphone, ni télégraphe, ni agence de presse. Les éditeurs québécois doivent s'approvisionner aux journaux américains et européens. Les nouvelles étrangères de la *Gazette de Québec* du 21 juin 1764 provenaient des gazettes anglaises datées de mars ; l'écart n'est cependant que d'un mois pour les nouvelles américaines tirées de journaux de Philadelphie. Il en est encore ainsi en 1804 : le numéro du 5 janvier rapporte des nouvelles parues en octobre, à Londres, et en décembre, à Boston et à New-York.

Alimenter un journal durant l'hiver, alors que les glaces interrompent la navigation, devient une gageure. L'éditeur n'a d'autres ressources que de publier des extraits d'auteurs à la mode, de refiler des anecdotes racontées dans les journaux reçus par la poste en provenance de la Nouvelle-Écosse ou de la Nouvelle-Angleterre. Durant l'hiver, la nouvelle locale retrouve son droit de cité. Ainsi la *Gazette de Québec*, le 10 janvier 1765, titre en gros caractères la décision du Conseil de ne pas tenir de cours d'assises à Montréal.

Si l'éditeur peut toujours « présenter au lecteur des pièces originales en vers et en prose » pour remplir les colonnes de son journal, il ne sait trop comment recruter une clientèle assidue pour assurer la rentabilité de son entreprise. Comment espérer faire vivre un journal dans une province

qui compte une centaine de mille habitants, la plupart illettrés? Car l'élite québécoise, au XVIII<sup>e</sup> siècle, est quantitativement restreinte : en 1791, le Québec compte 55 notaires et 17 avocats. Brown, en 1764, n'avait recruté que 143 souscriptions. Dans ces conditions, un journal ne peut survivre. Avec moins d'acuité, la même situation se retrouvait dans les colonies américaines. John Campbell, éditeur de la *News Letter* de Boston, dut par deux fois, faute d'un nombre suffisant d'abonnés, suspendre la publication de son journal.

Mais il y a l'État ! La patronage de l'État peut assurer un minimum de sécurité financière et fournir de la matière à imprimer. C'est pourquoi la *Gazette de Québec* a intérêt à jouer le rôle d'une gazette officielle. Elle publie les ordonnances et les proclamations, les termes des cours de justice et les activités des huissiers. Mesplet, à Montréal, après 1785, bénéficie aussi du patronage de l'État. Ce rôle assure au journal une certaine sécurité et lui confère un caractère d'autorité inconnu de la presse contemporaine.

De fait, le patronage de l'État ne règle qu'en partie le problème : l'éditeur paie de sa liberté de parole la sécurité financière que l'État lui procure. Une gazette patronnée par l'État ne peut jouer un rôle politique et social indépendant, à une époque où la liberté de parole ne jouit d'aucune reconnaissance légale. Le prospectus de la *Gazette de Québec* précisait que « l'éditeur insérerait tout ce qu'on voudrait bien lui communiquer, pourvu qu'il n'y fût fait aucune mention de la religion, du gouvernement, ou des nouvelles touchant les affaires présentes, sans un ordre exprès du gouvernement ». C'est pourquoi si cette période de notre histoire compte quelques imprimeurs de renom, elle n'a produit aucun journaliste.

## II. NAISSANCE DU JOURNALISME CANADIEN, 1805-1838

De profonds changements dans la vie politique et sociale expliquent la naissance du journalisme canadien. En 1791, l'Angleterre octroie au Bas-Canada (province de Québec) une Chambre d'assemblée. La vie politique s'anime : des factions émergent, des partis se forment et se disputent la faveur populaire. La presse québécoise qui n'était alors qu'un écho de la presse américaine et européenne se transforme. Elle se politise, se met au service d'une cause, d'un groupe ou d'un parti. C'est la naissance de la presse d'opinion et de combat. Canadiens français et Canadiens anglais s'opposent au sujet des destinées de la province. Chacun désire le pouvoir afin de modeler le Canada suivant ses coutumes, sa culture et ses aspirations. Ces luttes engendrent les premiers journalistes. Chez les Canadiens français, la plupart viennent des classes professionnelles qui ne cessent de croître en nombre et en dynamisme. En 1836, il y a 373 notaires et 208 avocats canadiens-français.

Les commerçants anglais se rallient autour d'un journal, le *Quebec Mercury*, publié à partir du 5 janvier 1805 par Thomas Gary, dans la ville de Québec. Le *Mercury* vivra jusqu'en 1903, mais son influence décline dans les années 1820. C'est le *Montreal Herald*, fondé en 1811 par les Écossais William Gray et Mungo Kay, qui défend, après la guerre canado-américaine de 1812-1814, les aspirations des commerçants anglais. Avec une énergie farouche, le *Herald* combat l'américanisme et les visées des patriotes canadiens-français. De 1835 à 1838, Adam Thom, éditorialiste au *Herald*, exprime dans des articles virulents la quintessence du nationalisme canadien-anglais.

Les Canadiens français ripostent en fondant les feuilles patriotes. En fait, ils organisent plutôt la « défensive ». Le 22 novembre 1806, Bédard, Panet et Blanchet lancent, à Québec, le *Canadien*, un hebdomadaire du samedi de format in-quarto. Le *Canadien* s'éteindra, en 1893, après avoir connu une existence aventureuse. Quand les difficultés financières obligent les propriétaires à cesser temporairement la publication du *Canadien* en 1825, Auguste-Norbert Morin, étudiant en droit âgé de vingt-trois ans, fonde, à Montréal, la *Minerve*, journal bi-hebdomadaire. Le premier numéro paraît le 9 novembre 1826. Morin, dans un prospectus, avait tracé les objectifs de son journal : « Ardents à soutenir les intérêts des Canadiens, nous leur enseignerons à résister à toute usurpation de leurs droits ». Ludger Duvernay acquiert, en 1827, *La Minerve*. Porte-parole du groupe patriote montréalais, *La Minerve* est un journal beaucoup plus radical que le *Canadien* qui exprime l'opinion modérée des patriotes de Québec. Pendant toute cette période, la presse canadienne-française reçoit l'appui de la presse irlandaise, tout particulièrement du *Vindicator and Canadian Advertiser* et du *Canadian Spectator* auxquels collaborent Daniel Tracey, Edmund O'Callaghan et Jocelyn Waller. Une certaine similitude de situation — l'Irlande connaissant la domination britannique et professant le catholicisme — rend les intellectuels venus de la Verte Erin enclins à sympathiser avec les nationalistes canadiens-français.

Toutefois, et malgré cet appui, les journaux qui défendent les intérêts canadiens-français restent inférieurs en nombre et en influence à la presse gouvernementale ou *tory*. Point n'est besoin d'insister sur le cas de la *Gazette de Québec* qui ne soutiendra que durant quelques années, avec John Neilson, un réformisme modéré. Trois ans après son entrée en scène, le *Spectateur Canadien* s'accommode très bien du régime établi. Il magnifie la Conquête qui a apporté « d'heureux changements » (19 août 1816). *L'Ami du Peuple* défend le parti « breton » ou bureaucrate et le *Populaire*, subventionné par Debartzch, tente de freiner la Rébellion en défendant la thèse du *statu quo*. Seul un journaliste lucide et clairvoyant, Étienne Parent, jette sur les événements de l'époque et particulièrement sur ceux qui allaient conduire à la Rébellion, une lumière qui aurait pu servir de

guide. Avec une logique implacable, il décèle les failles du mouvement patriotique et en montre les dangers et les limites.

L'apparition de ces feuilles partisans ne résume pas toute l'activité journalistique de cette période. De 1805 à 1838, 104 journaux naissent et 85 disparaissent : 3 sont bilingues, 60 sont écrits en anglais et 41 en français. Le nombre élevé de journaux fondés durant cette période et la diversité des genres auxquels ils se rattachent témoignent de l'évolution rapide de la société québécoise.

Le *Spectateur Canadien* (1813-1829), qui publie de nombreux *Extras* (feuilletts spéciaux) et une édition anglaise à compter de 1822, est le type du journal d'information. Le *Sun* (1816), l'*Aurore* (1817-1819) de Victor Delorme et Michel Bibaud, le *Télégraphe* (1819-1820) et le *Courrier du Bas-Canada* (1819-1820) tentent d'imiter la formule du *Spectateur*. Les journaux de Michel Bibaud, la *Bibliothèque Canadienne* (1825-1830), l'*Observateur* (1830-1831), le *Magasin du Bas-Canada* (1832) visent, par une formule qui se situe à mi-chemin entre le journal et la revue, à concilier la formation et l'information. On y trouve des mélanges littéraires et scientifiques, des morceaux d'anthologie, peu de nouvelles locales et davantage de nouvelles internationales. Ces petites feuilles, généralement de format in-octavo, étaient conçues pour être reliées et conservées comme de véritables anthologies de savoir humain de l'époque. Cette formule, née au XVIII<sup>e</sup> siècle en Europe, et encore utilisée au début du XIX<sup>e</sup> siècle en France, faisait écrire à Usbeck des *Lettres persanes* : « Il y a une espèce de livres que nous ne connaissons point en Perse et qui me paraissent ici fort à la mode : ce sont les journaux. La paresse se sent flattée en les lisant, on est ravi de pouvoir parcourir trente volumes en un quart d'heure. » À cette famille appartiennent encore le *Courrier de Québec* (1807-1808), rédigé par Jacques Labrie, et l'*Abeille Canadienne* (1818-1819) d'Henri de Mézière.

Avec la *Gazette des Trois-Rivières* (1817-1822) et le *British Colonist and St. Francis Gazette* (1823-1831), la presse locale tente ses premières expériences. La presse commerciale, par contre, connaît un essor marqué : le *Canadian and Montreal Advertiser* (1807-1834) et le *Commercial List* (1816-1836) sont les journaux les plus représentatifs de cette catégorie. Ces feuilles s'inspirent de la presse commerciale anglaise, tout particulièrement du *London Commercial List*. C'est aussi les débuts de la presse agricole avec le *Farmer's and Mechanic's Journal* (1833-1840) de Sherbrooke et le *Journal d'agriculture* (1836-1838) de Montréal. Le *Glaneur* (1836-1837) de Saint-Charles, rédigé par Boucher-Belleville, constitue, par l'envergure et la qualité de ses articles, le meilleur journal agricole publié entre 1830 et 1840. Il porte sur la crise agricole qui affecte le Québec un diagnostic lucide et propose des remèdes adéquats.

Durant cette période, les journaux conservent un aspect terne, parfois monotone. Les procédés techniques ne varient pas : la composition à la

main et la presse à bras rendent impossible le gros tirage et maintiennent élevé le prix des journaux : un hebdomadaire vaut jusqu'à quatre dollars par année, plus les frais de poste. Le financement des journaux demeure toujours tributaire du patronage de l'État, même si les journaux tentent de vivre de leurs abonnements et de leurs annonces. Peu y réussissent, d'où la disparition de 85 journaux. Même la presse patriote éprouve de la difficulté à boucler son budget. Morin, en 1826, n'avait recruté pour la *Minerve* que 210 souscripteurs. Il prévoyait un déficit annuel de 130 livres, soit le tiers des dépenses prévues.

La plupart des journaux sont encore des hebdomadaires. Il n'y a que les organes de partis qui deviennent peu à peu bi-hebdomadaires, puis tri-hebdomadaires durant la saison estivale, lorsque la navigation apporte un regain d'activités et rétablit les contacts avec l'extérieur. Durant l'été de 1838, le *Montreal Herald* publia chaque jour. C'était là une exception.

Le contenu des journaux s'élargit. La presse engagée politiquement se préoccupe encore peu de l'information générale de ses lecteurs. La politique provinciale absorbe le plus clair de ses énergies en manifestes, en commentaires et en polémiques. On publie les débats de la législature, les rapports des comités parlementaires. De nouvelles rubriques apparaissent : nécrologie et carnet mondain, critique littéraire, essais littéraires, nouvelles judiciaires. Des rubriques anciennes persistent : nouvelles étrangères, lettres à l'éditeur, ventes du shérif. La nouvelle locale prend une importante croissante. Les faits divers, l'activité portuaire, l'état des récoltes, le prix des marchés, la situation dans le Haut-Canada occupent plusieurs colonnes. Les annonces accaparent la part du lion : le *Canadien* et la *Minerve* leur réservent une page et demie sur quatre, vers 1836. Durant l'hiver, la nouvelle étrangère se fait toujours rare. Les éditeurs sont encore soumis aux conditions du XVIII<sup>e</sup> siècle en ce qui concerne les moyens de communication. Ainsi le *Canadien*, le 22 avril 1836, est tout heureux d'annoncer à ses lecteurs qu'il « est arrivé à Boston des journaux de Liverpool jusqu'au 27 mars ». On aura bientôt des nouvelles « fraîches » d'Europe. À l'opposé, cependant, les rumeurs de la vie intellectuelle européenne, grâce surtout au *Courrier des États-Unis* et à ses ententes avec les éditeurs français, atteignent rapidement l'élite québécoise, tant et si bien que le Bas-Canada est sur le plan des idées à l'heure de la France.

La naissance du journalisme a posé, dans le Québec comme dans tous les pays du monde, le problème de la liberté de presse. En France, Félicité de Lamennais, Armand Carrel, Michelle et surtout Benjamin Constant ferraillent en faveur d'une presse non censurée. La liberté de presse est pour eux une garantie fondamentale pour le peuple contre l'arbitraire et la spoliation. De même, Pierre Bédard et Joseph Blanchet, quand

ils publient le prospectus du *Canadien*, revendiquent pour le peuple « le droit de se faire connaître lui-même par le moyen de la liberté de presse ». Ils s'appuient sur un terrain solide lorsqu'ils font appel aux usages britanniques faisant de la liberté de presse un droit de l'individu : « ce droit qu'a le peuple Anglois, sous une telle constitution, d'exprimer librement ses sentiments sur tous les actes publics de son gouvernement ». Le *Canadien* revient souvent sur ce principe, mais les autorités ne l'entendent pas de cette oreille. Le gouverneur Craig n'hésite pas, en 1811, à emprisonner les rédacteurs du *Canadien*. Ludger Duvernay, par trois fois accusé de délit diffamatoire, séjourne en prison. Au moment des troubles de 1837-1838, la liberté de presse est presque supprimée. Le *Populaire* précise : « La liberté de presse n'a réellement existé que pour les journaux ultra-tories... Quant à la presse libérale, on la laissait parler, mais on l'emprisonnait au premier mot, quelque raisonnable qu'elle soit. »

Cependant, en dépit de ces accrochages, c'est moins, semble-t-il, les autorités politiques que les commerçants qui menaçaient la liberté de presse. En effet, les annonces commerciales insérées dans les journaux constituaient une source de revenus indispensable pour les éditeurs ; et partant, un instrument de pression dans les mains des commanditaires. Quand, en 1834, le *Daily Advertiser* se permit d'exprimer quelques idées libérales, les commerçants retirèrent leur patronage et le journal dut fermer ses portes. McGill et ses amis, en 1837, boycottèrent le *Morning Courier* qui avait eu l'audace de publier quelques articles favorables au gouverneur Gosford. Selon le *Populaire*, les commerçants boycottent systématiquement les journaux patriotes : « une ligue est formée par une faction prépondérante chez les *Bretons*, pour retirer tout patronage, tout aliment aux papiers qui prennent les intérêts de la majorité de nos habitants : ils refusent toutes leurs annonces à ces journaux ». Cette attitude des commerçants dans les années 1830 est lourde de menaces pour l'avenir.

Peu d'hommes de cette époque, qui ont tenu une plume, ont passé à l'histoire en tant que journalistes. La plupart, comme Pierre Bédard, Auguste-Norbert Morin, Denis-Benjamin Viger, John Neilson, ont connu la notoriété grâce surtout à la politique. Il n'y a là rien d'anormal puisque la plupart des journalistes sont d'abord des hommes engagés dans la politique active. Il reste cependant que l'anonymat qui, à l'époque, accompagne les activités journalistiques, explique peut-être l'oubli dans lequel sont tombés nombre de journalistes. En effet, un auteur ne signe pas son article, si ce n'est par un pseudonyme. Il est curieux de constater que l'anonymat semblait une protection pour le lecteur. Le *Canadien*, le 3 janvier 1807, s'explique longuement là-dessus. « Les raisons seules intéressent le public. Si elles sont bonnes, c'est insulter au jugement que de croire que le nom de l'auteur les rendrait meilleures ; si elles sont mauvaises, ce serait une fraude sur le public que de les faire passer pour

bonnes à la faveur du nom et du crédit de l'auteur. Tout ce qui paraît dans un papier comme celui-ci doit se soutenir de soi-même par la notoriété des faits et l'évidence des raisons et ce serait un vrai charlatanisme que de vouloir y faire ajouter foi par d'autres moyens. »

Deux journalistes émergent durant cette période. Étienne Parent (1802-1874) est le premier de la lignée des grands journalistes canadiens-français. Dès l'âge de vingt ans, il collabore au *Canadien* où il se fait remarquer par une série d'articles contre l'union du Haut et du Bas-Canada. Avec la reprise du *Canadien* en 1831, Parent connaît jusqu'en 1842 sa grande période journalistique et d'emblée il s'impose. Il a, durant les heures tragiques des rébellions, tenté de réconcilier les structures sociales et religieuses du Canada français avec les institutions politiques anglaises. Dans son esprit, les droits civils et politiques que nous avait octroyés l'Angleterre devaient servir à conserver et à enrichir l'héritage culturel légué par les ancêtres : le système parlementaire, à la condition que les Canadiens sachent et puissent l'utiliser à bon escient, pouvait être un instrument de libération nationale. Parent n'était pas un écrivain racé. Ses articles sont sérieux, bien charpentés, mais ternes et lourdement philosophiques. Pourtant, aucun journaliste n'a exercé une aussi grande influence sur ses contemporains. Parent fit autorité. Il servit de guide aux hommes politiques de son temps et à plusieurs générations d'intellectuels. Sans doute sa lucidité et sa pondération sont-elles à l'origine de son ascendant.

Michel Bibaud (1782-1857), poète, historien et journaliste, a cherché « à entraîner ses contemporains dans les courants de la vie intellectuelle ». Il a collaboré au *Spectateur*, à l'*Ami du peuple* et à la *Minerve* ; il a fondé l'*Aurore*, le *Courrier du Bas-Canada*, la *Bibliothèque Canadienne*, l'*Observateur*, le *Magasin du Bas-Canada*. Esprit modéré, il a réussi à secouer quelque peu l'inertie intellectuelle de ses contemporains et à les intéresser aux sciences et aux belles-lettres.

Rares sont les journalistes de cette époque qui savent écrire. Ils utilisent une langue pauvre, des phrases alambiquées. Pierre Bédard, le docteur Jacques Labrie et Louis Plamondon n'ont donné que quelques articles d'un intérêt littéraire certain. Les meilleurs stylistes sont peut-être Henri de Mézière du *Spectateur Canadien* et de l'*Abeille Canadienne* et Leblanc de Marconnay du *Populaire*. Quant à Ludger Duvernay, homme dynamique au tempérament aventurier, il a fait sa marque moins comme journaliste que comme fondateur et administrateur de journaux.

### III. POLITISATION ET CLÉRICALISATION DU JOURNALISME, 1839-1883

La Rébellion avortée de 1837-1838 marque une étape importante dans l'histoire politique de la province de Québec. Désormais, ainsi en a

décidé la métropole, le Québec sera intégré dans un ensemble politique plus vaste : le régime de l'Union (1841-1867) fusionne le Québec et l'Ontario. En 1867, une vue plus réaliste de la situation conduira à la mise en place d'un système fédéral englobant toutes les colonies anglaises de l'Amérique du Nord. Conscients de former une collectivité minoritaire dans une mer anglo-saxonne, les Canadiens français sentent le besoin d'exprimer leurs inquiétudes et leurs aspirations dans une presse dynamique.

Les changements constitutionnels et les regroupements politiques expliquent l'essor des organes politiques. Sous la direction de Ludger Duvernay, la *Minerve* radicale des années 1830 devient l'organe respectable, à Montréal, du parti libéral-conservateur de Cartier. Le *Canadien*, à Québec, suit une ligne de pensée qui s'apparente à celle de la *Minerve*. Plusieurs journaux régionaux retransmettent les messages politiques de la *Minerve* : la *Gazette de Sorel* (1857), le *Pionnier de Sherbrooke* (1866), l'*Union des Cantons de l'Est* (1886), la *Gazette de Joliette* (1866), le *Quotidien de Lévis* (1879), le *Nord de Saint-Jérôme* (1878). Le *Quebec Mercury* (1805), et le *Montreal Star* (1869) défendent les intérêts conservateurs parmi la population anglophone.

Le grand débat de cette période, on le conçoit, porte sur la formule fédérative. De 1863 à 1867, la question de la Confédération domine les éditoriaux. Cependant, les forces qui se confrontent sont sans équilibre, puisque le parti libéral-conservateur se concilie non seulement la grande majorité des feuilles politiques, mais encore la presse religieuse. Avec des moyens bien moindres, libéraux et radicaux, appuyés par quelques jeunes Conservateurs dissidents dirigés par Ludger Lavelle et inspirés par Médéric Lanctôt, tentent de faire opposition au projet. D'où l'apparition de plusieurs feuilles nationalistes farouchement opposées à la formule fédérative. Ainsi, dès 1863, Médéric Lanctôt manifeste son désaccord dans la *Presse*, puis dans l'*Union nationale* (1864-1867). Lanctôt cherche l'appui de la presse irlandaise et reçoit tout au moins celui de l'*Irish Express* (1866). D'autres journaux francophones se rangent dans la bataille aux côtés de Lanctôt : l'*Électeur* (1866-1867) et l'*Écho du Peuple* (1867-1868), financés par A. Guérard.

L'aile ultramontaine du parti conservateur — celle qui s'abreuve à l'*Univers* de Louis Veullot, à Joseph de Maistre et au *Syllabus* — effrayée des tendances gallicanes de Cartier et de Chapleau, crée son propre réseau de presse : le *Journal des Trois-Rivières* (1865-1891) est l'organe officieux de M<sup>sr</sup> Lafèche, leader de la faction ultramontaine ; à Montréal, les ultramontains se rallient autour du *Franc-Parleur* (1870-1878) et du *Nouveau-Monde* (1867-1890) ; M<sup>sr</sup> Langevin avec la *Voix du Golfe* (1867-1871), de Rimouski, entonne lui aussi l'hymne du conservatisme politique et social.

Les journaux indépendants ou d'opposition durent peu. Car les journaux ont toujours besoin du patronage de l'État pour vivre. Les

Conservateurs, presque toujours au pouvoir durant cette période, donnent à leurs organes les plantureux contrats d'impression qui permettent de boucler les budgets. Les rares journaux d'opposition qui auraient pu s'imposer par leur qualité succombent sous les foudres ecclésiastiques. La « guerre sainte » qui se déroule dans le Québec durant cette période a son épiscentre en Europe où le libéralisme catholique, la Révolution de 1848, la crise italienne amènent un raidissement doctrinal de l'Église catholique qui s'exprime dans le *Syllabus* et le Concile du Vatican. Ces événements européens provoquent des remous dans le Québec : une jeunesse, influencée par les idéologies démocratiques américaines et les écrits du Lamennais libéral radical, affronte un clergé tout-puissant qui s'alimente aux écrits de Joseph de Maistre, de Louis Veillot, de Louis-Gabriel-Ambroise de Bonald et de Pie IX. Le choc est d'autant plus brutal que l'intégration du Québec dans un univers anglo-saxon et protestant, simultanée à un renouveau du prosélytisme protestant en Amérique, avive l'inquiétude du clergé catholique québécois. La résistance du clergé au modernisme, à ses errements et à ses hérésies, prend appui un moment sur le parti conservateur garant de l'orthodoxie religieuse.

Dans l'espoir de freiner les idées libérales, le clergé exerce une censure draconienne sur la presse. Les Pères du quatrième concile de Québec, dans leur mandement du 14 mai 1868, sont catégoriques : « Aucun catholique ne peut, sans pécher grièvement, avoir la propriété de tels journaux, ni les rédiger, ni s'en faire le collaborateur, ni contribuer à les répandre. » Cette déclaration pose de difficiles problèmes d'interprétation : suivant quels critères un journal est-il bon ou mauvais ? La réponse donne lieu à de multiples commentaires dans la presse de l'époque. Il semble que le clergé accepte en pratique les critères énumérés, le 4 janvier 1866, dans le *Journal des Trois-Rivières* : « Un journal catholique est celui qui, tout en s'occupant des questions politiques, économiques, sociales, religieuses, historiques, etc., conforme ses enseignements à ceux de l'Église catholique... Un journal catholique est celui qui exclut de ses colonnes tout ce qui peut blesser le sens catholique, affaiblir la foi de ses lecteurs, ou diminuer en eux le respect pour l'autorité religieuse. Enfin un journal catholique est celui qui croit et qui enseigne que toute autorité vient de Dieu et qu'on ne peut s'y soustraire sans erreur. » C'étaient là les enseignements de l'encyclique *Quanta Cura* du 8 décembre 1864.

La censure ecclésiastique agit comme guillotine sur la presse d'inspiration radicale et démocratique. L'*Avenir* (1847-1857), organe des jeunes de l'Institut canadien, ne résiste pas aux condamnations de M<sup>sr</sup> Bourget. Le *Pays* (1852-1871), organe du parti rouge, dans lequel Louis-Antoine Dessaulles, Émile Chevalier, Charles Daoust, Arthur Buies, Labrèche-Viger, Napoléon Aubin répandent les doctrines du *Siècle* dirigé par Michelet, disparaît après avoir encouru dans un mandement les foudres de l'évêque

de Montréal. *Le Défricheur* (1862-1866), organe de l'« enfant terrible » Jean-Baptiste-Éric Dorion, ne survit pas à la mort de son propriétaire, en dépit des efforts du jeune Laurier. Les journaux d'Arthur Buies, *La Lanterne* (1868-1869), le *Réveil* (1876), qui défendent la liberté de pensée, sont interdits par des mandements. Le clergé ne tolère ni la liberté de presse ni la liberté d'opinion, cette dernière n'étant, selon M<sup>sr</sup> Bourget, « rien autre chose que la liberté de l'erreur, donnant la mort à l'âme, qui ne peut vivre que de vérité ».

Quant à la presse libérale, elle connaît des heures difficiles, car le parti libéral tarde à acquérir ses « lettres d'honorabilité ». Sous la pression de la propagande conservatrice et cléricale, la population continue à identifier les Libéraux aux radicaux. Le célèbre discours de Laurier sur le *Libéralisme politique*, prononcé sous les auspices de l'Institut canadien de Québec, en juin 1877, ne dissipe pas cette confusion. À travers une lente gestation, péniblement, avec des poussées en avant et autant de reculs, la presse libérale tend à se redéfinir tout au long de cette période. Dès 1861, affirme l'auteur du *Conseiller du peuple*, la presse libérale veut faire oublier jusqu'à ce nom honni autant que craint de libéral. Au *National* (1872-1879) est confiée cette délicate mission. J.-A. Jetté, principal artisan de cette orientation nouvelle, substitue au mot libéral celui de national. *L'Électeur* (1880-1896) et le *Temps* poursuivent l'œuvre du *National*. L'encombrante *Patrie* (depuis 1879) du non moins encombrant Honoré Beaugrand, trop véhément au goût d'Honoré Mercier, n'emboîte le pas qu'en 1883.

Un journal libéral pouvait espérer vivoter, un journal non catholique était condamné à une mort certaine. C'est pourquoi les journaux indépendants qui ont survécu sont ceux qui ont proclamé leur attachement au catholicisme. Le *Journal de Québec* (1842-1889), organe du pétulant Joseph Cauchon de Québec, navigue entre les factions politiques, mais demeure toujours un journal d'inspiration catholique. *L'Ordre*, organe des libéraux en rupture de ban avec l'Institut canadien en 1858 — Jetté, Marchand, Laberge —, survécut un temps à la haine des rouges et à la méfiance des bleus parce qu'il s'affichait journal catholique. *L'Opinion Publique* (1870-1883) et le *National* (1872-1879) ne manquaient jamais l'occasion de proclamer leur allégeance au catholicisme.

Le clergé ne se limite pas à censurer, il contribue à créer et soutenir une presse d'inspiration catholique. C'est là une réponse positive au prosélytisme protestant qui s'exprime dans le *Semeur Canadien* (1851-1861), le premier journal de langue française en Amérique du Nord voué exclusivement aux intérêts du protestantisme. M<sup>sr</sup> Bourget lance les *Mélanges religieux* (1841-1852) où s'illustrent successivement les abbés J.-C. Prince et Joseph Larocque, tous deux, plus tard, évêques de Saint-Hyacinthe. Les *Mélanges* disparaissent à la suite d'un incendie qui détruit ses ateliers, l'évêché et la cathédrale. Quelques années plus tard, le chanoine

Gustave Lamarche rédige le *Monde Canadien*, mieux connu sous le nom de *Nouveau Monde* (1867-1900). Ce journal ultramontain de l'évêché Montréal répond aux désirs de M<sup>gr</sup> Bourget qui entend « opposer un foyer d'éclaircissements orthodoxes aux attaques dont se rendaient coupables contre l'autorité diocésaine le parti conservateur et son organe le plus attitré jusque là, la *Minerve* . . . ». Souvent des évêques demandent dans leurs lettres circulaires d'encourager les *Mélanges*, le *Nouveau Monde*, le *Courrier du Canada* qui défendent la cause sainte. Les évêques se préoccupent aussi du sort des Catholiques anglophones, car les journaux d'inspiration protestante sont nombreux. Le plus agressif est sans doute le *Montreal Weekly Witness* (1846-1938), rédigé par l'infatigable lutteur que fut John Dougall. Afin de combattre l'influence de Dougall, M<sup>gr</sup> Bourget et les évêques soutiennent le *True Witness and Catholic Chronicle* (1850-1910). Ils en confient la rédaction à Edward Clerck après avoir vainement tenté d'obtenir les services d'un des grands représentants du journalisme catholique américain, Orestes Brownson.

Les luttes idéologiques dégénèrent, à compter des années 1870, en luttes partisans et en polémiques. Sauf les radicaux, la plupart des journalistes affichent un catholicisme orthodoxe. Cependant les Conservateurs feignent toujours d'identifier les libéraux québécois aux libéraux catholiques de France pour jouir de l'appui du clergé. Trop souvent, après les années 1870, l'invective, l'injure et les querelles de personnalité se substituent à une pensée politique, sociale et religieuse féconde. Ultramontains contre radicaux, conservateurs contre libéraux, enflent à qui mieux mieux leur voix. Ce fatras indescriptible de mots (la parole ici est absente) faisait dire à ce clairvoyant que fut Buies, dans le premier numéro de sa *Lanterne* : « Il n'y a dans tout le Bas-Canada que deux journaux logiques, le *Nouveau Monde* et le *Pays*. Entre eux pas de discussion possible ».

La cléricatisation et la politisation de la presse n'expliquent pas seules le manque de maturité de la presse canadienne-française durant cette période. Bien des journalistes ont signalé le vice fondamental de la presse. *Le Pays*, le 3 juillet 1855, déplore que la presse ne compte pas de journalistes chevronnés : l'appétit du gain et le besoin de prestige provoquent des désertions continuelles. « Chez nous, on prend la direction d'un journal quand on n'est qu'apprenti dans le métier, et l'on quitte le fauteuil éditorial quand on commence à devenir maître. On passe ministre, employé du gouvernement, ou tout autre chose, sans s'inquiéter si le poste qu'on abandonne sera bien rempli. Nous ne conservons point de vieux journalistes, des journalistes-maîtres, dans la presse canadienne-française . . . Nous voudrions voir les ministres devenir journalistes, après avoir commencé par être ministres, au lieu de voir les journalistes devenir ministres, après avoir commencé par être journalistes. » Certes, ce ne sont pas les talents qui manquent durant cette période, mais les vocations. L'affadissement de la

presse se manifeste encore par la multiplication des hebdomadaires humoristiques. Déjà en 1871, dans ses *Causeries du dimanche*, Routhier trouvait au journalisme un esprit trop léger. On verse trop facilement dans le genre badin ou plaisant. Les polémiques sur de « graves sujets » que souhaite Routhier viendront bientôt gonfler les colonnes de tous les journaux chevronnés. Les « graves sujets » amenèrent sans doute l'ennui puisque, de 1875 à 1885, pas moins d'une cinquantaine de feuilles humoristiques virent le jour. Durant la seule année 1878, on n'en compte pas moins de dix-sept. Hebdomadaires de format in-quarto, illustrés de gravures sur bois, ces journaux connaissent, à quelques exceptions près, une vie éphémère. À l'exemple des modèles français, ils ont pour nom : le *Canard* (1877-1913), le *Cancon* (1878), le *Charivari* (1878), le *Menteur* (1878), le *Farceur* (1878-1884), le *Fanal* (1879), le *Figaro* (1879), le *Pétard* (1881), le *Grognard* (1881-1884), le *Lutin* (1884), le *Bourru* (1885).

La liste plutôt longue de ces journalistes prometteurs, qui utilisèrent le journalisme comme un tremplin pour se hisser dans l'arène politique, tranche sur le palmarès fort bref des grands journalistes. Seuls quelques noms se détachent. Arthur Buies, rédacteur de la *Lanterne*, puis du *Réveil*, s'inspire du plus pur esprit français. Il prend plaisir à étonner et à scandaliser ses contemporains. On a dit qu'il a été le premier de nos écrivains « qui ait dépouillé toute fausse modestie pour étaler son moi parce qu'il se savait assez d'esprit pour rendre ce monstre attachant ». <sup>1</sup> On a surtout retenu de Buies les propos irrévérencieux contre le clergé, les bourgeois et les hommes politiques. On oublie que celui qui a été le disciple du curé Labelle et l'apôtre de la colonisation a abordé avec bonheur presque tous les problèmes de son époque en des termes que reprendront plus tard Asselin et Fournier : réforme de l'enseignement, infériorité économique des Canadiens français, critique littéraire, culte de la langue française, exploitation de nos richesses naturelles, etc. Radical en politique, il s'est donné comme mission « d'initier sa génération aux arcanes d'une pensée large et libre, d'être le héraut d'une culture française authentique ». Hector Fabre, qui rédige l'*Événement* de 1867 à 1879, s'apparente à Buies par la clarté de son style, sa phrase élégante et son trait mordant. Il a la verve de Buies, non sa désinvolture. C'est un journaliste affable et courtois qui, durant douze ans, publia des éditoriaux qui firent les délices des Québécois. Plus que par sa pensée politique et sociale, Aubin s'impose par sa verve satirique et un humour intarissable. Il fonde et rédige successivement le *Télégraphe* (1837), le *Castor* (1843-1845), le *Canadien Indépendant* (1849), la *Sentinelle du Peuple* (1850), la *Tribune* (1863-1864), et connaît ses heures brillantes avec le *Fantasque* (1837-1849). Le *Canadien* affirme que « le *Fantasque* faisait crever de rire toute la province à sa réception ».

<sup>1</sup> Louis-Philippe GAGNON, *Essai sur le caractère de trois maîtres d'escrime de notre journalisme...*, thèse présentée à l'Université d'Ottawa, 1941, 15.

Suisse d'origine, Aubin appartient, comme Buies et Fabre, à la plus pure tradition française. Louis-Honoré Fréchette, bon poète et non moins honnête prosateur, est capable de toucher son public. Il appartient à cette famille d'esprits chez qui la volonté et l'esprit de système font place à l'émotion et à l'intuition. Rédacteur au *Journal de Québec*, en 1861, Fréchette passe dans le camp des Libéraux. C'est en songeant à une carrière politique qu'il fait du journalisme : il rédige le *Drapeau de Lévis* (1864), puis le *Journal de Lévis* (1865-1866).

D'autres journalistes ont eu autant sinon plus d'influence que ceux que nous venons de citer, mais aucun ne peut leur être comparé sur la plan littéraire. Écrivain prolifique et esprit modéré, le Laurent-Olivier David des années 1870-1880 est, en tant que rédacteur de l'*Opinion publique* (1870-1883) et du *Bien public* (1874-1876), un analyste clairvoyant et délicat. Avec la précision du spécialiste, il porte un diagnostic étonnant sur l'état de notre société : il prescrit la création d'un enseignement spécialisé, proclame que l'affermissement de la vie économique québécoise dépend de la création d'entreprises industrielles qui seraient un complément essentiel de la vie rurale, défend la liberté politique que recouvre de son aile l'autorité spirituelle. C'est le David un peu superficiel des *Portraits* et des *Galeries* qui s'impose généralement à nous, ce vieillard dévoré par la facilité dont Jules Fournier esquissait la silhouette dans un article du *Devoir* du 7 février 1910. La phrase de David est coulante mais sans éclat, toujours égale. Elle ne cherche pas à attacher ni à persuader, mais à instruire. Si David n'avait pas l'enthousiasme qui fait les esprits créateurs et les maîtres, il demeure un esprit éclectique bien informé et un noble artisan. Louis-Antoine Dessaulles, le rédacteur du *Pays*, était un polémiste ardent, un philosophe doué d'une vaste culture qui livra de durs combats. Mais sa phrase gauche et entortillée étouffait son message. L'abbé Raymond, supérieur du collège de Saint-Hyacinthe et collaborateur aux *Mélanges* et au *Courrier de Saint-Hyacinthe*, l'adversaire de Dessaulles, avait un style châtié, distingué, mais il manquait d'imagination et d'originalité. Jean-Baptiste-Éric Dorion, rédacteur du *Défricheur* (1862-1866), avait une plume honnête, sans plus. Lorsque Joseph-Charles Taché quitte la rédaction du *Courrier du Canada*, en 1859, le journal officieux du clergé perd un homme de grande valeur. Souple, écrivain solide sans être toujours élégant, Taché publie de remarquables études qui font du *Courrier* de cette époque un précurseur du *Devoir*. S'il n'est pas un « classique, » Alfred-Xavier Rambau manie la plume avec talent. Un style clair et direct le classe parmi les bons polémistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Rambau veut persuader. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à lire ses éditoriaux au temps de la Rébellion publiés dans l'*Ami du Peuple* ainsi que ses attaques dans la *Patrie* (1854-1858) contre nul autre que Joseph-Guillaume Barthe, l'auteur du *Canada reconquis par la France*. Barthe met tous ses talents au services de la cause canadienne-française.

Il s'y exerce un moment dans l'*Aurore des Canadas* (1839-1849), qu'il quitte en 1845, et dans le *Moniteur Canadien* (1849-1855). Son frère, Georges-Isidore, reprend ses thèses dans le *Bas-Canada* en 1856. Débordant d'idées, Barthe pêche souvent par excès d'imagination et par enflure du style.

#### IV. UNE PÉRIODE DE TRANSITION, 1884-1914

La technologie triomphante du XIX<sup>e</sup> siècle a transformé graduellement le journal dans sa présentation et dans son contenu. Le nombre de pages augmente ; la périodicité devient plus fréquente ; l'information plus abondante, plus actuelle, occupe la place importante. Le journal perd son aspect monotone. Une mise en page savante, faite de manchettes, de sous-titres et de photos, lui donne plus de cachet. Le rôle de la presse se transforme : « jadis écho de la rumeur publique et porte-voix des tribuns », comme l'a souligné Bernard Voyenne, « la presse moderne, qui forme et informe la masse, devient le langage de la masse ».<sup>1</sup>

De nombreuses inventions techniques rendent compte de cette mutation de la presse. La presse mécanique de Kœnig (1814),<sup>2</sup> la première rotative (1846), et surtout la presse à quatre cylindres de Marinoni (1867), la composeuse à clavier (1869) et la linotype de Mergenthaler (1887), permettent d'augmenter le volume et le tirage du journal et de régulariser sa périodicité. L'invention du télégraphe (1837) et son perfectionnement par Morse (1845), le téléphone (1876), les câbles transocéaniques (1886), la transmission sans fil (1899), puis après 1918, l'apparition des services téléautographiques et phototélégraphiques fournissent à l'information des moyens quasi-illimités. Les nouvelles européennes qui, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, prenaient huit semaines à atteindre le Canada, en prenaient encore trois vers 1880, alors qu'elles sont connues presque instantanément à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. La gravure sur bois (1830), le gillotage (1851), puis plus tard, après l'apparition de la photographie, la photogravure, la similigravure, la rotogravure, enfin la phototélégraphie animent l'événement ou le fait divers et donnent naissance à la presse illustrée. Les chemins de fer et la voiture à essence assurent la livraison régulière du journal et accroissent son rayonnement. L'augmentation des annonces, conséquence de l'évolution du commerce, et l'instruction obligatoire qui multiplie le nombre des lecteurs, jointes aux inventions techniques, abaissent le coût de production du journal et le rendent accessible à toutes les bourses.

Peu à peu, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la presse moderne a donc pris forme dans le monde occidental. En 1827, New-York compte dix quotidiens.

<sup>1</sup> Bernard VOYENNE, *La presse dans la société contemporaine*, 18-19.

<sup>2</sup> Nous indiquons l'année où, pour la première fois, un journal utilise la nouvelle invention.

Le *Sun*, en 1833, et le *Herald*, en 1835, créent aux États-Unis la presse à bon marché : ils abaissent de six cents à deux cents, puis à un cent le prix de vente de leur journal. Émile Girardin, en France, tente la même aventure avec la *Presse*, en 1836. Il fixe l'abonnement annuel de son journal à quarante francs alors que les autres journaux en réclamaient quatre-vingts. Charles Havas fonde, en 1832, le Bureau Havas qui est la première agence d'information internationale et la *Presse Associée* s'organise aux États-Unis en 1848. Dès 1830, un journal anglais, *The Penny Magazine*, publie régulièrement des illustrations sur des sujets d'actualité. Les premiers reportages photographiques d'information apparaissent durant la guerre de Crimée et la guerre civile américaine.

La presse québécoise suit avec intérêt ces innovations et tente de les assimiler. Chapman lance à Montréal, en 1833, un quotidien, *The Daily Advertiser*, qui ne vivra malheureusement qu'une année. Le *Montreal Herald* devient quotidien en 1838, durant la saison estivale. Les premiers quotidiens tardent à paraître : le *Montreal Gazette* devient quotidien en 1842, le *Canadien* et la *Patrie* en 1857, la *Minerve* vers 1864.

La presse à imprimer cylindrique se répand à Montréal dès 1843. *L'Avenir* note, en 1847, que la plupart des ateliers ont leur presse cylindrique. En 1844, la *Montreal Gazette* achète une presse cylindrique actionnée à la main par deux hommes ; elle utilisera la vapeur comme source d'énergie dans les années 1850. C'est l'époque où quelques journaux reproduisent des dessins au trait par le procédé de la similitravure. *L'Opinion publique* (1870-1883), à l'instar du *Canadian Illustrated News*, marque l'apogée de la similitravure. La reproduction des photographies n'apparaît dans les journaux québécois que dans les années 1890.

Trois journaux ont joué dans la modernisation de la presse québécoise un rôle pilote : le *Montreal Star*, fondé en 1869 par Hugh Graham sous le nom de *Evening Star* ; la *Patrie*, publiée en 1879 par Honoré Beaugrand, et la *Presse*, lancée en 1884 par William-Edmond Blumhart. Trefflé Berthiaume, qui achète en 1889 la *Presse*, lui donne son caractère de grand journal d'information. Ces propriétaires, aux prises avec de sérieux problèmes financiers, utilisent les techniques naissantes de diffusion pour assurer la rentabilité de leur entreprise. Le *Star* et la *Patrie* ouvrent leur colonnes à la publicité : le premier numéro de la *Patrie* ne contient que deux petites colonnes d'annonces, alors que celui du 29 septembre 1887 en contient seize. Le *Star* inaugure cette année-là le premier système de livraison à des dépositaires de journaux. Si la *Patrie* ne se modernise vraiment qu'au tournant du siècle, le *Star* et la *Presse* se livrent une rude compétition pour élargir leur clientèle. Tous deux accordent une importance accrue à la nouvelle et au fait divers. La description des événements l'emporte sur les commentaires et les polémiques. En 1890, la *Presse* a trois éditions quotidiennes et une édition hebdomadaire. L'année suivante,

elle se paie le luxe d'engager S.-S. Brodeur pour illustrer les nouvelles. Elle acquiert une linotype en 1893. Elle popularise la télégraphie sans fil par des expériences publiques (1904).

Au tournant du siècle, le journalisme à sensation se développe, parfois au mépris de la vérité. *Le Star*, la *Presse* et la *Patrie* rivalisent d'adresse pour dénicher des primeurs. Les reporters n'hésitent pas à farcir leurs récits de faits irréels mais vraisemblables. Certaines chasses au lion et émeutes fictives sont demeurées célèbres dans les annales du journalisme québécois. La sensation attire les lecteurs : les tirages montent en flèche. *La Presse* a 20,000 lecteurs en 1885, 63,000 en 1899 et 121,000 en 1913 ; le *Star* tire à 6,700 en 1869, 28,160 en 1889 et 51,752 en 1899 ; la *Patrie* passe de 5,000 lecteurs en 1879 à 27,488 en 1901.

De rares journaux réussissent à s'adapter aux conditions nouvelles. La plupart des grands organes qui ont dominé le XIX<sup>e</sup> siècle disparaissent tour à tour. Le *Journal de Québec* meurt en 1889 ; le *Canadien*, en 1893 ; la *Minerve*, en 1899 ; le *Courrier du Canada*, en 1901. Le 13 avril 1901, la *Presse* commente ainsi la disparition du *Courrier du Canada* : « Le dernier lien entre le vieux et le nouveau journalisme est disparu. *L'Événement*, sur qui était tombée la tâche de remorquer, comme une arche chargée de souvenirs et de reliques, le *Courrier du Canada*, a dû couper l'amarre . . . » Le *Quebec Daily Mercury* s'arrête en 1903.

La presse se modernise, mais une tare ancienne l'affecte toujours. La politique continue de dominer les journaux. Les Libéraux qui accèdent au pouvoir, à Ottawa en 1896, et à Québec en 1897, utilisent le patronage de l'État pour se créer un réseau de presse, tandis que la presse conservatrice connaît maintenant les affres de la faim. Le 4 février 1897, Tarte achète la *Patrie* qui sera au service des Libéraux jusqu'à la scission Tarte-Laurier, en 1903. Le volte-face de la *Patrie* suscite la fondation du *Canada*, organe libéral lancé par F.-L. Béique, Marcellin Wilson, Donat Raymond, et rédigé par Godfroy Langlois. *La Presse* de Trefflé Berthiaume évolue vers le libéralisme quand Chapleau, le leader conservateur, opte pour une neutralité politique bienveillante à l'égard de Laurier. Celui-ci intervient personnellement, en 1904, pour éviter que la *Presse* n'échappe au contrôle du parti libéral. *Le Soleil*, à Québec, demeure l'organe officiel de Laurier : encore en 1905, Laurier et Gouin en étaient les directeurs politiques.

Les grands organes libéraux inspirent les journaux régionaux, comme jadis la *Minerve* inspirait la presse régionale. Plusieurs journaux régionaux libéraux font écho au *Canada* et au *Soleil* : le *Spectateur*, à Hull (1889), l'*Écho des Bois Francs* à Victoriaville (1894), la *Tribune* à Saint-Hyacinthe (1888), le *Courrier de Sorel* (1901), le *Nouveau Trois-Rivières* (1908), la *Tribune* (1910) et le *Progrès de l'Est*, à Sherbrooke (1883), le *Courrier de Montmagny* (1883).

Pendant que le journalisme s'oriente vers l'information, le reportage et la sensation, quelques journaux de combat continuent la tradition journalistique française et visent plus à former qu'à informer. À Québec, Paul Tardivel dans la *Vérité* (1881-1923) exprime les aspirations des catholiques ultramontains et nationalistes, alors que l'*Action sociale catholique* (1907) fait entendre l'opinion plus modérée de l'archevêque de Québec. À Montréal, Henri Bourassa, qui fonde le *Devoir* (1910), tente d'établir solidement une presse de combat indépendante du pouvoir établi, sans perdre de vue les intérêts catholiques et nationalistes. Olivar Asselin fonde le *Nationaliste* (1904-1922), porte-parole de la *Ligue nationaliste*. Jules Fournier, célèbre par ses polémiques avec la *Presse* et la *Patrie*, soutient le mouvement nationaliste dans son journal l'*Action* (1911-1916).

Durant cette période, le clergé redéfinit son rôle par rapport à la presse. Les évêques s'efforcent de créer une presse catholique dynamique, notamment des quotidiens pour combattre la « marée montante du socialisme et du matérialisme ». M<sup>gr</sup> Louis-Nazaire Bégin, dans sa *Lettre pastorale* du 31 mars 1907, affirme : « Il faut que des publications populaires de morale, de controverse, d'histoire, d'apologétique, de doctrine religieuse et de doctrine sociale, puissent se répandre dans toutes les classes de la société, et porter à tous, sur ces graves sujets, l'enseignement de l'Église. » L'archevêque de Québec confie aux abbés Paul-Eugène Roy et Stanislas Lortie le soin d'organiser le futur journal qui se nommera l'*Action sociale catholique*. L'exemple du diocèse de Québec est aussitôt imité par celui des Trois-Rivières où l'on fonde le *Bien public* (1909) dirigé par Joseph Barnard. À Chicoutimi, le *Progrès* devient, en 1912, l'organe officiel du clergé. Inspirée par M<sup>gr</sup> Édouard-Charles Tanguay, la *Tribune de Sherbrooke*, répand la doctrine catholique dans les cantons de l'Est. L'*Action populaire* remplit, dans le diocèse de Joliette, une mission analogue.

Le journalisme radical connut un sursaut de vie durant la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi le *Canada-Revue* (1890-1894) d'Aristide Filiatrault, au moment de sa condamnation formelle par M<sup>gr</sup> Fabre, le 29 septembre 1892, tire à 4,500 exemplaires. L'*Opinion publique* (1892-1893) que dirige Louis-H. Taché brave aussi les foudres cléricales en publiant *Rolla* de Musset. M<sup>gr</sup> Gravel, évêque de Nicolet, interdit en chaire la lecture du journal. En dépit des rétractations et des regrets de Taché, la feuille disparaît quatre mois après l'interdiction.

La presse politique a fourni quelques bons journalistes durant cette période. Jules Helbronner, J.-A.-N. Provencher, Paul-Marc Sauvalle à la *Presse* et Honoré Beaugrand, Godfroy Langlois à la *Patrie* et au *Canada*, puis au *Pays*, ont accompli avec probité leur métier de journaliste. Ils méritent mieux que l'oubli dans lequel ils sont tombés. Trois noms ont illustré la grande presse de l'époque. Israël Tarte, un moment propriétaire du *Canadien*, de l'*Événement* et de la *Patrie*, a été de tous les combats

et a défendu « avec une égale ardeur le pour et le contre de toutes les causes ». Tour à tour conservateur, ultramontain, libéral, indépendant, il croyait que les Canadiens français devaient présenter un front uni sur la scène fédérale, groupés autour d'un leader prestigieux. La recherche d'un leader explique les nombreuses pirouettes politiques de Tarte. Son adversaire du *Courrier du Canada*, Thomas Chapais, brillait dans la phrase ample, cadencée. Homme politique engagé, il a milité toute sa vie au sein du parti conservateur. Chapais défendait l'idéologie politique de Sir John A. Macdonald : attachement sincère à l'Empire, admiration pour les institutions politiques anglaises, fidélité à la tradition chrétienne. François-Xavier Trudel de l'*Étendard*, dont les idées ultramontaines lui avaient valu le sobriquet de « Grand Vicaire », n'avait ni l'aisance, ni l'élégance d'un Tarte ou d'un Chapais, mais il suppléait à la lourdeur de sa phrase par une sincérité et une conviction profondes.

Les journaux de combat ont produit, eux aussi, trois grands journalistes. Jules-Paul Tardivel, propriétaire et rédacteur de la *Vérité*, porte-parole de l'idéologie traditionnelle du Canada français, fut le dernier grand représentant des journalistes du XIX<sup>e</sup> siècle qui utilisaient le journal pour vulgariser des principes. Esprit intransigeant, écrivain prolifique, Tardivel a voué sa vie à la défense de l'Église et du Canada français. Il défendit avec vigueur l'idéal d'une Laurentie indépendante en terre d'Amérique. Olivar Asselin, rédacteur du *Nationaliste* de 1904 à 1910, s'apparente à Tardivel par son patriotisme ardent et sa haine des partis bleus et rouges qui ont « abaissé le caractère de nos hommes publics, abâtardi leur volonté, atrophié leur sens moral ». Il avoua un jour qu'il avait tenté « d'organiser au Canada la légitime défense de la langue et de la pensée française ». Asselin a connu deux grandes périodes journalistiques. Dans la première, celle qui va de 1900 à 1914, trois thèmes dominant sa pensée : indépendance de l'individu à l'égard des partis politiques, autonomie des provinces à l'égard du gouvernement fédéral et autonomie du Canada à l'égard de l'Angleterre. Son ami Jules Fournier, a connu une carrière brève : né en 1884, il meurt en 1918. Il a œuvré au *Nationaliste* mais il s'est identifié à l'*Action*, feuille d'opposition dans laquelle Fournier « stigmatise les anomalies de la politique nationale, analyse les défauts de ses compatriotes et montre le ciel lourd de l'avenir ». Fournier n'a pas eu l'influence d'un Asselin sur les hommes de son temps. Ses articles sur les questions économiques et politiques manquent d'envergure, de cohésion. Il a brillé dans la critique littéraire et excellé dans la polémique. Dans un article intitulé *Adieux à nos vieux bureaux*, il nous donne la mesure de son talent : « C'est ici tout de même que furent écrits tant de « libelles » fameux ! C'est en cet endroit que tel plagiaire se fit voler son honneur ; c'est sur cette vieille table que nous immolâmes la réputation de tel ou tel fripon. Nous avons ici même tordu le cou à bien

des coquins, nous avons fait sauter la cervelle à bien des bandits. Comme ces caves d'hôtels tragiques, dont la *Presse* nous parle quelquefois, ces vieux bureaux contiennent plus d'un cadavre, — sans compter celui de l'ancien ministre Turgeon . . . »

Buies, Asselin, Fournier étaient par nature des escrimeurs hauts en couleurs dont la verve mordante fit les délices des contemporains. Ils ont plus d'un lien de parenté avec Voltaire, Diderot, Rochefort, Lemaître. Ils demeurent encore aujourd'hui les journalistes les plus mordants et les plus universels que le Québec ait produits. Aucun cependant n'a exercé sur sa génération une influence comparable à celle d'un Étienne Parent. Peut-être l'esprit de mesure leur a-t-il trop fait défaut ?

#### V. LE JOURNAL MODERNE, 1914-1964

Les quotidiens québécois, façonnés par la démocratie politique et l'économie capitaliste, achèvent durant l'entre-deux-guerres la mutation commencée dans les années 1890. Les journaux utilisent au maximum les perfectionnements de la technique. L'atelier se transforme en une véritable usine où règne le travail à la chaîne. L'image et la nouvelle occupent une place de premier plan. De gros titres, un langage simple qui ne s'embarrasse pas de nuances caractérisent les reportages. Influencée par les besoins d'une clientèle plus diversifiée, la presse élargit ses pré-occupations : le coin des enfants, les pages féminines, les pages sportives, les courriers du cœur, les bandes dessinées, la vie mondaine et artistique, la vie économique et financière, les petites annonces conquièrent leur droit de cité.

L'information, dont les attributs sont « l'universalité et l'instantanéité »,<sup>1</sup> devient le véritable support de toute activité sociale, même si elle reste déterminée, ainsi que le souligne Alfred Sauvy, par des priorités d'ordre politique, économique et idéologique.<sup>2</sup> Afin d'assurer une meilleure information, les propriétaires de journaux canadiens fondent, en 1917, la *Presse canadienne* qui est une organisation nationale, coopérative et mutuelle. Nationale, la *Presse canadienne* a pour tâche de répandre la nouvelle à travers le Canada ; coopérative, elle vise à élargir les sources particulières d'information d'un journal. Sur le plan mondial, la *Presse canadienne* s'alimente aux grands réservoirs internationaux : *Associated Press*, *United Press International*, *Reuter*, *France-Presse*. Cependant, tous les quotidiens ne sont pas affiliés à la *Canadian Press*, car les sociétaires s'opposent parfois à ce que de nouveaux membres leur enlèvent leur monopole. C'est pourquoi *Montréal-Matin*, le *Journal de Montréal*, *Métro-Express* sont affiliés à l'*U. P. I.*

1. Jacques KAYSER, *Mort d'une liberté*, 3.

2. Cité par Michel Van Schendel dans *Cité libre*, octobre 1963, 18.

Le journal s'efforce de plaire à sa clientèle car il est soumis à rude concurrence. Les revues populaires et les magazines d'inspiration américaine captent l'attention des lecteurs du dimanche. La radio, dans les années 1930, et la télévision, dans les années 1950, s'affirment comme médiums d'information. N'ont-ils pas l'avantage de rétablir dans le langage de la masse la voix humaine ? Ce n'est que par un effort constant de dépassement que le journal réussit à garder et à étendre ses positions. C'est pourquoi on le voit diversifier ses fonctions : non seulement le journal demeure, par le dialogue qu'il établit entre le pouvoir et l'opinion, un instrument de direction des affaires politiques, mais il assume en plus des fonctions de divertissement et d'éducation. Les propriétaires n'hésitent pas à investir des sommes énormes pour moderniser leur journal et en faire des fabriques de nouvelles. Le développement de la publicité et l'augmentation du tirage rendent possibles des investissements, mais le journal devient une entreprise où le conseil d'administration et les budgets comptent souvent plus que le journalisme.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'augmentation de la publicité va donner à la presse québécoise une liberté politique qu'elle n'a jamais encore connue. Depuis les origines, nous l'avons vu, le conformisme à l'égard de l'État rapportait. Tout journal important possédait ses ateliers d'imprimerie capables d'effectuer des contrats gouvernementaux : par les bénéfices de l'atelier d'imprimerie, on comblait le déficit du journal. Cette situation aboutissait à la mise en tutelle de la plupart des journaux par le parti ministériel qui distribuait le patronage de l'État. De cette façon, un parti longtemps au pouvoir pouvait s'assurer le contrôle presque absolu de la presse. Ce fut le cas du parti conservateur au XIX<sup>e</sup> siècle ; ce fut aussi le cas du parti libéral, jusqu'en 1935. Le premier ministre Taschereau, à l'apogée de son règne vers 1930, avait la mainmise sur la presse. Son bras droit, le sénateur Jacob Nicol, dirigeait un réseau de presse qui englobait le *Soleil*, la *Tribune* de Sherbrooke, le *Nouvelliste* aux Trois-Rivières et l'*Événement* à Québec à partir de 1935. Le premier ministre Taschereau lui-même avait ses portes d'entrée au *Canada* et à la *Presse* qui, en 1933, avait acheté la *Patrie*. Seuls le *Devoir* et l'*Action*, parmi les quotidiens, échappaient à l'emprise libérale. Cependant, quand les magasins à succursales multiples commencent à utiliser la publicité sur une grande échelle pour mousser leurs ventes, ils mettent entre les mains des propriétaires de journaux un instrument de libération. La dépolitisation des quotidiens commence avec l'arrivée au pouvoir de l'Union Nationale, en 1936. Le changement de parti au pouvoir a déclenché l'accélération d'un processus en voie d'élaboration depuis quelques décennies. Le sénateur Nicol à cette époque tenta de dépolitiser ses journaux, du moins dans la section « nouvelles ». En effet, dès son arrivée au pouvoir, Maurice Duplessis, leader de l'Union Nationale, commençait à donner des contrats d'impression au *Devoir* et à

TABLEAU I

Évolution du tirage des quotidiens du Québec, de 1915 à 1965.

LIEU DE PUBLICATION	QUOTIDIENS DE LANGUE FRANÇAISE						QUOTIDIENS DE LANGUE ANGLAISE					
	1915	1925	1935	1945	1955	1965	1915	1925	1935	1945	1955	1965
Montréal.....	216,825	197,750	250,875	274,714	354,313	499,458	213,595	151,041	178,473	197,309	280,700	353,852
	77.5 <sup>a</sup>	69.1	69.3	58.6	64.1	63.3						
Québec.....	51,642	79,106	91,133	167,461	152,946	199,527	23,354	14,970	4,384	5,124	5,500	5,376
	18.4	27.6	25.1	35.7	25.8	25.3						
Sherbrooke.....	6,000	5,914	8,950	11,100	26,001	45,488	11,222	9,530	8,020	9,057	8,640	8,910
Trois-Rivières.....	—	—	11,002	15,147	29,000	43,980	—	—	—	—	—	—
Granby.....	—	—	—	—	—	11,159	—	—	—	—	—	—
Hull.....	—	—	—	—	—	10,990	—	—	—	—	—	—
Lévis.....	5,000	3,000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	279,467	285,770	361,963	468,422	552,260	788,453	248,169	175,541	190,877	211,490	294,840	348,138

Sources : *Canadian Almanac* et *Canadian Advertising*.

a) Les chiffres en italiques indiquent, pour Montréal et Québec, la proportion du tirage des journaux qui y sont publiés en langue française par rapport au tirage total des quotidiens.

*l'Action Catholique*. Afin d'empêcher l'Union Nationale de se créer une presse qui eût fait concurrence à la sienne, Nicol fit de ses journaux des organes libéraux d'une sympathique neutralité à l'égard du gouvernement. Le cas de *l'Événement-Journal* est typique : le journal appartenait à Nicol matériellement, en sous-main, et il était l'organe de l'Union Nationale. C'est donc au niveau de l'information que les quotidiens commencèrent à se dépolitiser.

Tandis que la publicité libère en partie la presse de son carcan politique<sup>1</sup>, la croissance d'un prolétariat urbain, qui « vit dans un état de vacuité morale et intellectuelle par la double action du déracinement et du travail non qualifié »,<sup>2</sup> engendre une nouvelle catégorie de journaux qui essaient de meubler les loisirs de la masse. Certes, les grands quotidiens nés avant 1914 se veulent populaires, mais, souvent rédigés par des intellectuels, ils n'atteignent directement que les strates sociales supérieures. Des journaux apparaissent qui s'adressent directement aux couches inférieures, à la masse. Ils ont en commun une langue simple et populaire ; ils se spécialisent dans la nouvelle locale illustrée et étalée en grosses manchettes, dans l'actualité sportive qui absorbe le tiers du journal, dans l'exploitation habile du scandale et de la nouvelle abracadabrante. *Montréal-Matin*, fondé le 4 juillet 1930 sous le nom de *l'Illustration*, est l'ancêtre de ces quotidiens populaires. Il s'inspirait sans doute du *Petit Journal*, un hebdomadaire fondé par Roger et Roland Maillet, en 1926. À ses débuts, le *Petit Journal* a montré la voie à de nombreux hebdomadaires spécialisés dans les reportages à sensation et les nouvelles du monde du spectacle et du sport : *Photo-Journal* (1937), *Radio-Monde* (1939). Ces hebdomadaires populaires connaissent un vif succès. Dès 1935, le *Petit Journal* tirait à 68,861 exemplaires.

Est-ce à dire que la croissance des masses urbaines au Canada français a fait disparaître les journaux d'idées ? Bien au contraire. Les tensions sociales et les inquiétudes nationales nées de l'industrialisation, de l'effort de guerre et de la crise économique des années 1930, ont engendré plusieurs feuilles de combat. Comme la presse populaire, ces feuilles ont un petit air de famille : la plupart se publient à Montréal qui s'affirme de plus en plus comme l'épicentre des courants d'opinion ; toutes s'alimentent à l'idéologie nationaliste ; peu sont anticléricales. *Le Pays* (1910-1921), organe du libre-penseur Godfroy Langlois, fut condamné le 25 septembre 1913 par M<sup>sr</sup> Bruchési. *L'Ordre* (1935-1935), « organe de culture française et de renaissance nationale », fondé et dirigé par Olivar Asselin, s'attira ce commentaire acide du cardinal Villeneuve : « *L'Ordre* est un journal qui ne respire ni l'esprit chrétien, ni le respect dû au Saint-Siège ». Asselin ter-

<sup>1</sup> À partir des années 1940, les pressions exercées par les commanditaires deviennent plus fortes car c'est la publicité et non le tirage qui fait vivre un grand quotidien. On a remplacé un carcan par un autre.

<sup>2</sup> Bernard VOYENNE, *op. cit.*, 18.

mina le dernier numéro de l'*Ordre*, le 11 mai 1935, par la boutade : « La suite au prochain cardinal ».

Le *Devoir*, dirigé par Henri Bourassa (1910-1932) et Georges Pelletier (1932-1946), demeure la feuille de combat la plus dynamique et la plus autorisée. Il mène la lutte sur tous les fronts. Son message est retransmis, amplifié, discuté par quantité d'organes nationalistes. Oublié de tous, le *Franc-Parleur* (1915-1940) de Raoul Renault se classe parmi les bons journaux de combat et de critique de l'entre-deux-guerres. Le *Gaulois* (1933-1934) se présente comme le continuateur du *Canadien* dont les rédacteurs « ont revendiqué et conquis nos premières libertés constitutionnelles ». Le *Boussole* (1935-1946), qui comptait parmi ses collaborateurs Édouard Montpetit et Hermas Bastien, a publié en éditorial une sorte de manifeste qui pourrait définir toutes les feuilles nationalistes de l'époque : « Seuls les intérêts supérieurs de notre nationalité et du catholicisme animent ses collaborateurs et réclament l'action énergique de ses lecteurs. Laissons les bleus gourmander les rouges ; laissons les rouges ensevelir les bleus. La vue rétrospective de nos défaites sociales nous a depuis longtemps convaincus de la vanité d'attendre le salut national de la politique partisane ». Cet état d'esprit anime l'*Unité Nationale* (1935-1938) à laquelle collaborent Roger Duhamel et Dostaler O'Leary et qui affiche comme devise « le redressement économique ». Le *Nation* (1936-1939), fondée à Québec par Paul Bouchard, voit dans « la création d'un État libre français en Amérique » la solution aux problèmes fondamentaux des Canadiens français. L'*Ordre Nouveau* (1936-1940), bi-hebdomadaire de l'École sociale populaire, prône un ordre nouveau fondé sur les enseignements de l'Église. Peu de journaux de combat ne sont pas d'abord nationalistes. Le *Jour* (1937-1946) de Jean-Charles Harvey, *Vrai* (1954-1959) de Jacques Hébert sont, avec le *Devoir*, les rares exceptions qui mettent autant d'ardeur à défendre les droits de l'individu que les droits de la collectivité.

D'autres organes de combat travaillent au triomphe de tiers partis qui tentent de s'imposer. Dans cette lignée, il faut mentionner *La Province* (1935-1938), organe officiel de l'*Action libérale nationale*, fondée par Paul Gouin et Édouard Lacroix. *La Province* vise à « purifier le parti libéral, le retremper, le rendre à son véritable destin ». L'*Ère Nouvelle* (1936-1942), tribune du *Parti national*, groupe des dissidents de l'Union Nationale engagés dans la lutte contre les *trusts*. L'*Ère nouvelle* n'exerce que peu d'influence. Par contre, Louis Evan et Gilberte Côté-Mercier, fondateurs de l'*Union des électeurs*, lancent en novembre 1939 *Vers demain* qui sera le fer de lance de la croisade créditiste. Adrien Arcand publie, de 1929 à 1933, le *Miroir*, puis, de 1933 à 1938, le *Patriote* : deux feuilles antisémites d'inspiration fasciste. Les idées du *Patriote* s'apparentent à celles du *Fasciste canadien* (1935-1938), organe mensuel du Parti national-social-chrétien. Auparavant, Arcand avait été un « houdiste » acharné, puisqu'il avait

rédigé le *Goglu* (1929-1933) et, avec la collaboration de Joseph Ménard, le *Chameau* (1930-1931), les deux principaux organes de Camilien Houde qui tentait de se hisser à la tête du parti conservateur provincial. Sous l'inspiration de Maxime Raymond, naît le Bloc populaire canadien. Son organe, le *Bloc* (1944-1945), rédigé successivement par Roger Vézina et Léopold Richer, soutient les thèses de l'indépendance totale du Canada et de l'autonomie des provinces. En 1945, le *Bloc* disparaît, Léopold Richer achète la liste des abonnés et lance *Notre Temps* (1945-1962). *Le Combat* (1946-1948), qui a pour « cibles » favorites le fascisme et Duplessis, défend l'idéal communiste.

Les feuilles de combat connaissent leur apogée entre 1930 et 1940. Dès cette époque cependant, les grands quotidiens, sans négliger la nouvelle, s'efforcent d'intégrer le commentaire à l'information. Peu à peu, après 1940, la distinction entre feuilles de combat et feuilles d'information tend à s'estomper : les premières disparaissent momentanément sous la concurrence des quotidiens, des revues et des magazines ; les secondes, à l'occasion de la question de la conscription (1942), commencent à prendre des positions plus indépendantes et plus fermes sur les problèmes politiques, économiques et sociaux. L'apparition éphémère mais fulgurante du *Nouveau journal* (1961) de Jean-Louis Gagnon a accentué cette tendance et insufflé à la grande presse le dynamisme et la combativité qui caractérisaient jadis les feuilles de combat. Sans doute aussi, l'acuité actuelle des tensions sociales et politiques, qui se manifeste par une renaissance des journaux de combat — la *Libre nation* (1962) de l'Alliance laurienne, le *Républicain* (1963) de Marcel Chaput, le *Québec libre* (1964) du Front républicain, la *Nation* (1964) du Rassemblement — force-t-elle la grande presse à prendre parti sur les problèmes de l'heure.

La presse spécialisée, née au XIX<sup>e</sup> siècle, s'adapte elle aussi aux conditions nouvelles. La presse syndicale qui s'organise de 1915 à 1920 prend définitivement racine avec le *Travail* (1922). La montée de la presse syndicale va de pair avec le déclin de la presse agricole. *La Terre de chez nous* (1929) et le *Bulletin des agriculteurs* (1916) demeurent les rares journaux dévoués exclusivement aux intérêts agricoles. Il n'en saurait être autrement dans une province où la population rurale a passé de 75 pour cent à 20 pour cent de la population globale en moins de cent ans. La presse étudiante, d'abord affaire des universités puis des collèges classiques, atteint maintenant la plupart des collèges et des écoles du secteur public. Depuis 1960, la presse universitaire, consciente de son rôle, tente de redéfinir son statut et ses positions. La presse d'éducation morale, intellectuelle et religieuse qui a pour origine les nombreux mouvements d'action catholique, JOC, JEC, JAC, JIC, apparaît manifestement en perte de vitesse. Outre les *Affaires* (1926), la presse commerciale est aujourd'hui surtout représentée par le petit journal de quartier. Généra-

lement distribué gratuitement, ce type de journal est surtout fait d'annonces et de quelques nouvelles locales. Il s'adresse à des communautés locales et sert à stimuler la vie économique. C'est pourquoi il prolifère dans les grands centres urbains.

Plusieurs écrivains de talent ont brillé dans le journalisme après la première guerre mondiale. Au premier rang se détachent les équipes successives du *Devoir*. Henri Bourassa, leader nationaliste, orateur prestigieux, avait une phrase claire, vigoureuse. Il s'affirma par sa logique et l'art avec lequel il maniait le sarcasme. Bourassa cependant manquait de métier : il écrivait ses articles comme il prononçait ses discours. Fondateur du *Devoir*, Bourassa s'entoura de collaborateurs talentueux qui l'appuyèrent et continuèrent son œuvre. Georges Pelletier (1882-1947), qui assuma officiellement la direction du *Devoir* en 1932, n'aimait pas, à l'opposé de Bourassa, l'avant-scène ni ne cherchait à égayer la galerie. Il s'effaçait derrière la cause qu'il servait. Ses articles bien charpentés, toujours bien informés, rarement sarcastiques, portaient la marque d'une authentique culture au service d'un esprit pénétrant. Omer Héroux (1876-1963), longtemps rédacteur en chef du *Devoir*, excellait dans la période classique. Tandis qu'Héroux s'intéressait aux questions internationales, au statut et au rôle des Canadiens français dans la Confédération, Louis Dupire, plus effacé, plus terne, mais toujours bien documenté, s'intéressait à la scène municipale montréalaise et aux questions locales.

La relève qui succéda aux pionniers du *Devoir* ne manquait ni de brio ni de panache. Gérard Filion, directeur de 1947 à 1964, était une force de la nature qui taillait à la hache des éditoriaux passionnés et souvent explosifs. Plus souple, plus nuancé, servi par une phrase élégante, nerveuse, souvent mordante, André Laurendeau s'efforce moins dans ses éditoriaux de façonner une société suivant ses propres conceptions que d'indiquer les écueils qui attendent la société dans les voies où elle s'engage. Jean-Marc Léger s'est donné pour mission de revaloriser la culture française au Canada et d'intégrer davantage le Québec aux diverses communautés francophones. Pierre Vigeant et Paul Sauriol continuent avec efficacité le rôle de Louis Dupire. L'accession de Claude Ryan, en 1964, au poste de directeur du *Devoir* ouvre l'ère de la troisième génération.

Le *Canada*, organe d'information et d'action démocratique, né en 1903 et disparu en 1954 a, comme le *Devoir*, réuni des journalistes de première valeur. Ses deux premiers rédacteurs en chef, Godfroy Langlois (1903-1909) et Fernand Rinfret (1909-1926), avaient des tempéraments robustes, des idées avant-gardistes, mais ne possédaient pas le style qui caractérise les grands journalistes ni le tempérament qui façonne des disciples. Avec Asselin, qui assume le poste de rédacteur en chef de 1930 à 1934, le *Canada* va connaître ses heures de gloire. Asselin assume la

direction du *Canada* à la demande même du premier ministre Taschereau qui voit, non sans crainte, ses adversaires politiques consolider leurs positions. C'est un nouvel Asselin qui arrive au *Canada*. Depuis les beaux jours du *Nationaliste*, Asselin a pris de l'expérience et révisé certaines idées. Il accepte maintenant les vieux partis qu'il considère comme l'épine dorsale de notre régime politique ; il a laissé en cours de route son nationalisme agressif ; il garde cependant le culte de la langue française et continue de rêver à un Québec fort, issu d'une réforme de l'enseignement et d'une exploitation rationnelle de ses richesses naturelles. Journaliste de métier et de tempérament, exigeant pour lui-même et pour les autres, Asselin s'entoure d'une équipe qui a quelque chose à dire et qui sait le dire correctement. Il a formé ou influencé la plupart des grands journalistes du *Canada*. Edmond Turcotte, rédacteur en chef de 1934 à 1937 et de 1942 à 1947, s'intéressa surtout aux problèmes économiques et sociaux. Il mena une ardente croisade contre la *Montreal Light, Heat and Power* et fut l'un des premiers à affirmer que le problème de la pauvreté dans le Québec ne se pose pas en termes ethniques mais en termes économiques. Eustache Letellier de Saint-Just, qui assura l'intérim entre 1937-1942, n'avait ni la fougue ni l'esprit polémique d'un Asselin ou d'un Langlois. Il se plaisait dans les marécages de l'actualité quotidienne. Guy Jasmin, qui remplaça Turcotte en 1947, disparut prématurément dans un accident d'avion, en 1949. N'ayant pas eu le temps de donner sa mesure, Jasmin a laissé le souvenir d'un polémiste bien informé des questions politiques canadiennes.

D'autres journalistes ont brillé d'un éclat comparable à celui des vedettes du *Devoir* et du *Canada*. Doués de personnalités de franc-tireurs prenant appui sur de solides qualités intellectuelles, ils ont exercé leur activité dans de nombreux journaux. Jean-Charles Harvey, collaborateur à la *Presse* et à la *Patrie*, rédacteur au *Soleil* durant quinze ans, fondateur du *Journal* (1937-1946), aujourd'hui rédacteur au *Petit-Journal*, a su observer et critiquer fortement la société canadienne-française. Congédié par le *Soleil* à la suite de la publication de ses *Demi-civilisés*, Harvey lançait le *Journal* l'année même où s'éteignait Olivar Asselin. Harvey était alors à l'apogée de sa carrière et renouvelait l'aventure qu'Asselin avait tentée avec l'*Ordre* et la *Rennaissance*, c'est-à-dire la création d'un journal indépendant des intérêts financiers, de l'esprit partisan et des fanatismes. Sa phrase nuancée et équilibrée le classe parmi les meilleurs prosateurs de son temps. Louis Francœur (1895-1941), tour à tour journaliste à la *Patrie*, au *Star*, directeur du *Journal de Québec*, collaborateur à l'*Illustration*, à la *Revue Moderne*, avait le culte de la précision, le sens de la nuance, la puissance de synthèse qui caractérise les esprits forts. Par plus d'un trait — tempérament inquiet, plume tantôt gouailleuse tantôt amère, culture étendue, inadaptation à son milieu — Francœur appartient à la lignée des

Asselin et des Fournier qui choquent, blessent, pour secouer la léthargie de leur milieu. Assez peu populaire, Francœur, connut ses heures de notoriété dans le journalisme parlé lorsqu'il se mit à commenter chaque soir, à Radio-Canada, les événements de la seconde guerre mondiale. Jean-Louis Gagnon, peut-être le plus authentique disciple d'Asselin, directeur-fondateur avec Paul Bouchard de *La Nation*, fondateur de la revue *Vivre*, rédacteur en chef de l'*Événement-Journal*, du *Canada Nouveau*, de la *Presse* et du *Nouveau journal*, n'a cessé de lutter pour une société plus démocratique, plus humaine. Roger Duhamel, collaborateur assidu à la *Province*, rédacteur en chef adjoint du *Canada*, rédacteur littéraire et éditorialiste au *Devoir*, directeur de *Montréal-Matin* et de la *Patrie*, a abordé tous les problèmes avec une facilité déconcertante. Il a recueilli en volumes ses principaux articles de critique littéraire et ses commentaires sur l'actualité internationale. Léopold Richer, fondateur du *Bloc*, puis de *Notre Temps*, s'est mis en vedette en 1931 quand il publia, à l'occasion de la conférence impériale, *Un marché de dupes*. Richer était courriériste parlementaire du *Devoir* durant la dernière guerre mondiale. La lettre quotidienne qu'il faisait parvenir à son journal est à l'origine de ces chroniques si à la mode aujourd'hui dans lesquelles le journaliste mêle adroitement l'information et le commentaire.

Ce palmarès n'a pas un caractère définitif. Il dégage des noms qui tendent à s'imposer au fur et à mesure que les années passent. Il omet systématiquement les espoirs de la nouvelle génération, tels Michel Roy et Claude Ryan du *Devoir* ; Richard Daigneault et Dominique Clift que révéla la populaire chronique *Démocratie du Québec* ; Jean-V. Dufresne qui s'affirme un maître du sarcasme ; Yves Michaud qui a renouvelé le visage de la *Patrie*. Il ignore ceux que nous pourrions nommer les « marginaux », c'est-à-dire ceux qui ont brillé un temps dans le journalisme avant de s'engager dans une autre carrière. Où situer Claude-Henri Grignon dont le pseudonyme de *Valdombre* fut longtemps une illustre signature ? Et Victor Barbeau, rédacteur au *Matin*, au *Devoir* et au *Canada*, chroniqueur à la *Presse*, dont le nom pourrait figurer parmi les grands stylistes de la langue française ? Et Lucien Parizeau et René Garneau — le premier occupa le fauteuil du rédacteur en chef à l'*Ordre* et le second œuvra au *Canada* avant de passer au Ministère des Affaires extérieures — dont la prose était digne des meilleurs journaux de Paris ? Notre rétrospection néglige des journalistes qui ont accompli avec probité mais sans fracas leur métier. Pourtant, que serait-il advenu du journalisme au Canada français sans ces mordus du métier : Jules Dorion, Louis-Philippe Roy, Camille L'Heureux, Oswald Myrand, Alfred Ayotte, Willie Chevalier, Damase Potvin et tant d'autres, qui, jour après jour, revinrent s'asseoir à leur pupitre alors que les vedettes disparaissaient ou quittaient la profession pour des postes plus prestigieux ?

## VI. LA PRESSE HEBDOMADAIRE RÉGIONALE

Nous venons de tracer les lignes de force qui ont orienté et façonné au cours des deux siècles la grande presse du Québec. Nous avons esquissé, ici et là, le profil de la presse hebdomadaire que les spécialistes appellent la *presse semainière* ou la *presse de province*. C'est que durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle celle-ci se distingue à peine de celle-là. Un même format, une mise en page identique, une conception analogue du journalisme font des journaux urbains et locaux de véritables frères siamois. À peine la presse urbaine se distingue-t-elle par des pages publicitaires plus nombreuses, des éditoriaux et des articles originaux plus variés. Ce n'est qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle que la grande presse et la presse hebdomadaire régionale acquièrent leur physionomie propre.

L'origine de la presse hebdomadaire régionale remonte à la fondation de la *British Colonist and St. Francis Gazette*, en 1823, par Silas A. Dickerson, à Richmond. Il est naturel que la presse hebdomadaire régionale naisse dans les Cantons de l'Est qui, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, forme une enclave anglophone en territoire canadien-français. Région prospère au point de vue agricole et inquiète au point de vue politique, les Cantons de l'Est ont besoin d'une presse de combat pour exprimer leurs aspirations et défendre leurs droits. La même année paraît à Sherbrooke le *Farmer's and Mechanics Journal* qui devient, vers 1838, le *Sherbrooke Gazette and Eastern Townships Advertiser*. Quelques hebdomadaires des Cantons de l'Est ont connu une longévité exceptionnelle, notamment l'actuel *Stanstead Journal*, fondé à Rock Island en 1845 par l'Américain Lee Roy Robinson, et le *Richmond Guardian* de W. E. Jones qui parut sans interruption de 1857 à 1906.

La presse semainière francophone naît à la même époque. En 1826, celui qu'on peut appeler « l'enfant terrible du clergé », l'abbé François-Xavier Pigeon, lançait la *Gazette de Saint-Philippe*, afin de prôner ses idées sur l'épineuse question de l'inamovibilité des cures. Aucun exemplaire de ce journal ne semble avoir subsisté. Nous connaissons mieux l'*Impartial*, lancé en 1834, à Laprairie, par Raymond et Jaumenne. Cet hebdomadaire ressemble beaucoup aux journaux urbains : il reproduit des nouvelles, des annonces, des textes littéraires ; il s'intéresse à l'agriculture, au commerce et même aux sciences. Éphémères, les premiers hebdomadaires régionaux francophones sont des feuilles de combat. Ils sont incapables, à l'instar des hebdomadaires anglophones, de se définir et de définir les besoins et les aspirations des communautés qu'ils desservent. Il faut attendre l'année 1853 et la fondation du *Courrier de Saint-Hyacinthe* pour assister à l'apparition d'un hebdomadaire régional qui subira, sans couler à pic, tous les orages et toutes les commotions qui ébranlèrent à différentes reprises le journalisme québécois.

L'âge d'or des hebdomadaires régionaux se situe entre 1860 et 1910. La régionalisation du Québec est alors beaucoup plus marquée qu'aujourd'hui : Montréal et Québec ne sont pas encore des villes tentaculaires. Les régions constituent des entités plus autonomes, plus organiques qui possèdent une vie originale. Les hebdomadaires régionaux se posent en rivaux de la presse montréalaise ou québécoise. Georges-Isidore Barthe, rédacteur et propriétaire de la *Gazette de Sorel*, n'hésite pas à affirmer que son « journal ne le cède en rien à la *Minerve* ou au *Journal de Québec* ». Le journal de Barthe ne fait pas figure d'exception. *L'Union des Cantons de l'Est* à Arthabaska, le *Franco-Canadien* de Gabriel Marchand à Saint-Jean, le *Nord des Nantel* à Saint-Jérôme, la *Gazette et l'Étoile du Nord* à Joliette, le *Quotidien* et le *Moniteur* à Lévis, le *Journal* à Fraserville, et combien d'autres hebdomadaires régionaux affichent les allures et la tenue de la grande presse. Volontiers nationaliste, fortement politisée, souvent conservatrice et ultramontaine, la presse régionale participe aux débats ouverts par la grande presse et provoque mêmes controverses et mêmes polémiques. Son influence est profonde non seulement dans la région mais également dans la province. La grande presse en reproduit parfois de larges extraits car la presse régionale se fait maintes fois le porte-parole des évêchés ou des leaders politiques.

Une sorte d'assoupissement tranquille envahit la presse hebdomadaire au cours des trente premières années du xx<sup>e</sup> siècle. Après les orages du xix<sup>e</sup> siècle qui ont marqué la disparition du *Défricheur* à L'Avenir, de l'*Écho des Deux-Montagnes* à Sainte-Scholastique, le « bon combat » est définitivement gagné. Dans cette société où « tout n'est qu'ordre et beauté », personne n'ose élever une voix discordante. Un immense accord se fait. Des centaines de voix, sincères ou non, répètent invariablement les mêmes idées. L'oraison funèbre du radicalisme a été depuis longtemps chantée.

Sur le plan technique, les années 1910 sont celles d'une transformation profonde. Plusieurs ateliers deviennent des imprimeries bien montées. La mise en page s'affine : manchettes et illustrations rendent ces publications plus attrayantes. C'est l'époque où la grande presse urbaine, dotée de moyens plus puissants et favorisée par l'amélioration des moyens de transport et de communication, assure son triomphe sur les hebdomadaires régionaux. La grande presse propage dans chaque région la nouvelle internationale et nationale et rivalise avec l'hebdomadaire dans l'information locale. La concurrence des quotidiens remet en cause le rôle des hebdomadaires.

Si la presse régionale, dans les premières décennies du xx<sup>e</sup> siècle, se replie et limite le champ de son univers au conseil municipal, aux fait divers, les hebdomadaires catholiques connaissent un regain de vie. La fondation du quotidien *l'Action sociale catholique*, en 1907, marque le point de départ d'une vaste campagne organisée par le clergé pour créer un réseau d'hebdo-

madaires catholiques. Chaque diocèse concourt à promouvoir cette forme d'enseignement et d'apostolat. L'information n'est pas, on le sait, la fin première du journal catholique. Elle sert uniquement de tremplin à la formation des lecteurs, c'est-à-dire que le journalisme catholique vise à intégrer les événements quotidiens dans la vision catholique du monde. Le diocèse de Chicoutimi réorganise, en 1912, le *Progrès*. Le clergé de Sherbrooke lance, en 1917, le *Messager de Saint-Michel*. Monseigneur F.-X. Piette achète, en 1918, avec l'aide d'un groupe de citoyens de Joliette, l'*Action populaire*. La fondation, en 1919, de l'Union des Bulletins paroissiaux assure le succès de cette croisade de presse. Quatre-vingts bulletins mensuels ou hebdomadaires couvrent les différentes régions en 1935.

Menacés de disparaître devant la concurrence croissante et agressive de la grande presse, les hebdomadaires régionaux s'unissent pour survivre. Charles-Auguste Saint-Arnaud, à l'automne 1932, réunit les propriétaires d'hebdomadaires. De ces rencontres naît l'Association des journaux ruraux de langue française d'Amérique qui devient, en 1936, l'Association des hebdomadaires de langue française du Canada. L'Association tente de redéfinir la mission de la presse régionale autour de trois pôles : l'information et la publicité locales, l'éducation populaire. La création d'une association a contribué à améliorer la tenue des hebdomadaires, mais elle a aussi favorisé leur standardisation. La plupart des hebdomadaires, qui participent alors à un service mensuel de vignettes de l'annonce commerciale, ont adopté, surtout depuis quelques années, un format *tabloid* et une présentation uniforme. À l'instar des quotidiens, ils ont peu à peu délaissé leur allégeance politique : à peine le quart des hebdomadaires affichent une allégeance politique. Sans doute faut-il voir dans ce phénomène récent une exigence de la publicité strictement locale qui incite à la prudence dans les options politiques.

Il existe aujourd'hui 189 hebdomadaires, dont 38 de langue anglaise : 124 sont nés depuis 1940, 48 entre 1900 et 1939, 17 avant 1900. Ces hebdomadaires sont d'inégale valeur. Plusieurs ne sont que des feuilles commerciales qui ont pour mission de mousser la publicité des commerçants. D'autres, par contre, exercent une influence non négligeable et sont d'authentiques témoins de la vie économique, politique et sociale des régions qu'ils desservent. On peut affirmer que la plupart des régions de la province comptent au moins un hebdomadaire représentatif.

Yves Michaud, aujourd'hui rédacteur à la *Patrie*, a analysé dans une thèse présentée à l'université de Strasbourg, en 1960, le contenu de la presse de province. Il a relevé que les annonces occupent 51.3 pour cent du contenu de la presse de la province. Le 48.7 pour cent qui constitue la matière proprement journalistique se subdivise ainsi : les nouvelles locales (15 pour cent), les nouvelles sportives (11.5 pour cent), les nouvelles religieuses (10.7 pour cent), les nouvelles féminines (6.2 pour cent), les illustrations

TABLEAU 2

*Tableau des principaux hebdomadaires du Québec, 1965.*

VILLE	NOM DU JOURNAL	ANNÉE DE FONDATION	TIRAGE (ABC) <sup>a</sup>
Baie-Comeau.....	<i>L'Aquilon</i>	1950	4,472
	<i>La Côte Nord</i>	1957	2,963
Beauceville.....	<i>L'Éclaireur-Progress</i>	1908	6,741
Chicoutimi.....	<i>Le Progrès du Saguenay</i>	1887	16,253
Drummondville....	<i>La Parole</i>	1926	8,084
Hull.....	<i>Le Progrès</i>	1924	2,950
Joliette.....	<i>L'Action populaire</i>	1913	5,489
	<i>L'Étoile du Nord</i>	1884	6,785
Lévis.....	<i>La Tribune</i>	1937	2,435
Rimouski.....	<i>L'Écho du Bas-Saint-Laurent</i>	1933	5,054
	<i>Le Progrès du Golfe</i>	1904	5,572
Rouyn.....	<i>La Frontière</i>	1937	7,909
Saint-Hyacinthe...	<i>Le Clairon</i>	1912	5,690
	<i>Le Courrier</i>	1853	9,004
Saint-Jean.....	<i>Le Canada français</i>	1860	8,604
	<i>Le Richelieu</i>	1935	7,842
Saint-Jérôme.....	<i>L'Avenir du Nord</i>	1897	6,000
	<i>L'Écho du Nord</i>	1935	8,093

<sup>a</sup> Tirage établi par l'Audit Bureau of circulation.

(5 pour cent), la radio et la télévision (4.5 pour cent), l'éditorial (2.7 pour cent), les nouvelles locales politiques (4 pour cent), les courriers (6 pour cent), rubriques diverses (4.2 pour cent), remplissage (24 pour cent).<sup>1</sup>

Le pourcentage élevé des annonces et des articles de remplissage sont des indices non équivoques de l'anémie qui affecte la presse de province québécoise. Comme les quotidiens, les hebdomadaires manquent de reporters capables d'exploiter au maximum les sources de nouvelles locales. Il se pourrait aussi que ce manque d'originalité reflète l'impuissance de la presse de province à définir adéquatement son rôle par rapport au quotidien

<sup>1</sup> Yves MICHAUD, *La presse hebdomadaire de province*, 62-68.

et au journal télévisé. Pourtant, à l'heure de la décentralisation et du développement régional, l'hebdomadaire plus que le quotidien peut formuler les craintes et les aspirations des communautés régionales.

Deux noms dominent la presse régionale au xx<sup>e</sup> siècle. Téléspore-Damien Bouchard, député, ministre, puis sénateur, débuta dans le journalisme à dix-huit ans. Il fit entendre, à Saint-Hyacinthe, dans l'*Union*, puis dans le *Clairon*, une voix libérale et souvent radicale pour l'époque. D'un tempérament altier et indépendant, Bouchard « ne voulait être le valet d'aucun individu ni d'aucune coterie ». Il soutint tour à tour des polémiques avec les ultramontains, les libéraux et les nationalistes. Démocrate plus que Libéral, il ne rata jamais l'occasion de défendre contre le fort les intérêts du faible. À l'opposé de Bouchard, garant d'une autre tradition et fils d'une toute autre famille d'esprit, se tient Harry Bernard, rédacteur et directeur du *Courrier*, depuis juin 1923. D'un tempérament conservateur, Bernard défend les fondements traditionnels de la société québécoise. Il excelle dans la critique des travers des hommes et de la société.

Nombreux cependant sont les journalistes qui ont exercé dans leur région une influence marquée et qui auraient eu l'étoffe requise pour exercer leurs talents dans la grande presse. Il en est ainsi de Gérard Brady fondateur de l'*Homme libre*, de Clément Marchand et Raymond Douville du *Bien public*, d'Édouard Hains de la *Revue de Granby*, de Julien Morissette de la *Frontière de Rouyn*, d'Eudore Couture du *Progrès du Golfe*, d'Édouard Fortin de l'*Éclairneur*, de Camille Duguay de la *Voix des Bois-Francs* et de Marcel Hamel du *Portage*.

#### VII. SITUATION ACTUELLE DES QUOTIDIENS

La province de Québec compte, en 1966, seize quotidiens, dont quatre de langue anglaise. Les quotidiens francophones tirent à 825,000 exemplaires et les quotidiens anglophones, à 366,000. Le faible écart entre les tirages surprend quand on sait que la population du Québec est francophone à plus de 80 pour cent.

Il y a sept quotidiens à Montréal. Aucun, à l'exception peut-être du *Devoir* qui recrute la moitié de ses lecteurs en dehors de Montréal, ne mérite le nom de quotidien provincial.<sup>1</sup> Ce sont tous des journaux régionaux.

<sup>1</sup> Jean-Louis Gagnon, en 1959, a tenté de faire de *La Presse* un journal provincial quand il organisa des bureaux dans quatre régions, Saguenay, Mauricie, Cantons de l'Est, Québec, et réserva à chaque région 24 colonnes libres de rédaction. L'expérience se solda par un échec. Les commanditaires n'étaient pas intéressés à payer le tarif d'un tirage provincial, sachant fort bien que les gens de la Côte Nord ne viennent pas faire leurs emplettes à Montréal. Il en était ainsi pour ceux qui utilisent les petites annonces. Sur un autre plan, l'expérience fut désastreuse, car *La Presse*, qui vidait les quotidiens régionaux de leurs meilleurs journalistes grâce à de meilleures conditions de travail, causa la disparition du *Progrès du Saguenay* et rendit la vie difficile à la *Tribune*, au *Nouvelliste* et à la *Voix de l'Est*, tous des journaux indispensables à l'expansion de leur région.

*La Presse* (1884), journal d'après-midi, tire à 236,000 exemplaires. Elle se présente comme une « institution irrévocablement dévouée aux intérêts canadiens-français et catholiques ». À l'époque d'Oswald Mayrand, de Georges Langlois et d'Hervé Major, la *Presse* réalisait sa circulation grâce à la nouvelle locale. Sous la direction dynamique de Jean-Louis Gagnon en 1958, puis de Gérard Pelletier, de 1961 à 1965, *La Presse* a amélioré la qualité de sa présentation et élargi ses horizons. Elle n'a pas craint de manifester un certain esprit de liberté à l'égard des puissances politiques et financières. C'est aujourd'hui le journal francophone qui attache le plus d'importance à la nouvelle et à la politique internationales. *La Presse* possède une équipe de journalistes réputés avec Gilles Marcotte, Vincent Prince, Roger Champoux, Guy Cormier, Renaude Lapointe et Cyrille Felteau.

*Le Devoir* (1910), dirigé par Claude Ryan, est un journal d'opinion et de combat. Tout à fait indépendant à l'égard des puissances politiques et financières, le *Devoir* qui s'adresse à l'élite de la communauté canadienne-française se présente comme la conscience de la collectivité. L'éditorial et les commentaires occupent une très large place par rapport à l'information. Une phrase du manifeste de 1910 résume bien la politique du *Devoir* : « Enseigner au peuple canadien-français un patriotisme raisonné et agissant ». Publié le matin, le *Devoir* tire à 48,284 exemplaires.

*Montréal-Matin* (1930) est un quotidien populaire, illustré, longtemps connu sous le nom d'*Illustration*. Il a été le premier quotidien à se spécialiser dans l'illustration et les pages sportives. De tendance conservatrice et « Union nationale », il tire à 148,317 exemplaires. Même s'ils sont au service d'un journal de parti, Paul Rochon, Lucien Langlois et Clément Brown accomplissent leur métier avec beaucoup de couleur et d'honnêteté.

Le *Montreal Star* (1869), propriété de la famille McConnell depuis 1928, est un journal d'après-midi. Il tire à 217,866 exemplaires. La *Montreal Gazette* (1778) paraît le matin ; elle tire à 134,486 exemplaires. Ces deux journaux anglophones atteignent un vaste public parmi les Canadiens français : au moins 40 pour cent de leur clientèle serait française ! Leur pensée politique a beaucoup évolué depuis la seconde guerre mondiale. L'« orangisme » est chose du passé. Ces journaux sont plus ouverts aux problèmes qui concernent le Canada français. Les deux ont un ton habituellement modéré et souvent plus objectif que celui de la presse francophone.

Durant la grève qui a affecté la *Presse* en 1964, deux nouveaux quotidiens sont nés à Montréal : le *Journal de Montréal* et le *Métro-Express*. Leur tirage varie autour de 40,000 exemplaires. Ces journaux s'adressent aux lecteurs pressés, avides d'informations locales. Ils calquent dans leur présentation le *Daily News*, de New-York : nouvelles brèves, gros titres, illustrations abondantes, peu de commentaires.

À Québec, quatre quotidiens couvrent l'est du Québec. Le *Quebec Chronicle-Telegraph*, dont les origines remontent à la *Gazette de Québec* (1764), ne tire plus qu'à 5,300 exemplaires. Il dessert la population anglophone de la ville et son influence est minime.

Le *Soleil* et l'*Événement-Journal*, dont le tirage conjugué dépasse 160,000 exemplaires, jouissent d'une prédominance incontestée. Ils desservent le Québec métropolitain, la région du Saguenay - Lac-Saint-Jean, la Gaspésie. Longtemps organe officiel du parti libéral, Le *Soleil* a évolué vers le journalisme d'information sans affiliation politique. Son ton modéré, nuancé, reflète la pondération traditionnelle des habitants de la ville de Québec et continue la tradition de la plupart de ses journaux. Les éditorialistes du *Soleil* et l'*Événement-Journal* sont peu connus du public car le journal a conservé la coutume anglo-saxonne de ne pas signer les éditoriaux. D'excellents journalistes dans le passé ont œuvré à la page éditoriale que rédigent aujourd'hui non sans talent Raymond Dubé et Gilles Boyer.

L'*Action* (1907), fondée sous le nom de l'*Action sociale catholique*, était jusqu'en 1962 l'organe officieux de l'archevêché de Québec. Ce quotidien, où Jules Dorion et Louis-Philippe Roy se sont illustrés, a beaucoup contribué à perpétuer au xx<sup>e</sup> siècle la pensée ultramontaine des Tardivel et des Trudel. Sous l'impulsion de Lorenzo Paré, un journaliste racé qui s'affirme un styliste haut en couleurs, l'*Action*, qui a laissé tomber l'épithète catholique, a tenté de se rénover en 1962, tout en demeurant fidèle à sa mission qui est de vivifier les différentes formes de l'activité humaine par les enseignements de l'Église catholique. Sa mise en page est plus vivante, la page éditoriale est plus vigoureuse, l'esprit du journal est plus ouvert, mais l'information demeure faible. L'*Action* tire à 38,970 exemplaires.

Sherbrooke, la capitale des Cantons de l'Est, compte deux quotidiens. Le *Sherbrooke Record*, fondé en 1897, ne tire plus qu'à 8,703 exemplaires. Son déclin provient de la francisation des Cantons. La *Tribune* de Sherbrooke, quotidien du matin, est en pleine ascension : son tirage dépasse 46,000 exemplaires. La *Tribune* relègue au second plan la nouvelle internationale et porte son attention sur la nouvelle régionale. Elle a des correspondants dans les principales localités des Cantons. Elle publie chaque année un numéro spécial sur un aspect particulier de la région. Louis-Philippe Robidoux et Louis-C. O'Neil ont été les figures dominantes de la *Tribune*.

Les autres quotidiens du Québec s'apparentent à la *Tribune* dont le succès repose sur l'exploitation maximum de la nouvelle locale et sportive. À Granby, la *Voix de l'Est*, fondée en 1935, n'a une livraison quotidienne que depuis 1945. Son tirage ne dépasse guère 11,000 exemplaires. Aux Trois-Rivières, le *Nouvelliste*, qui tire à 44,000 exemplaires, s'adresse à la Mauricie.

En dehors de la province de Québec, deux quotidiens canadiens d'expression française jouissent d'un solide prestige. Le *Droit*, lancé à Ottawa en 1913, par le père Charlevoix et soutenu par l'Association canadienne-française de l'éducation de l'Ontario, est l'organe de la minorité francophone ontarienne. Il tire à 40,000 exemplaires et rayonne dans le nord de l'Ontario et du Québec. Le *Droit* a toujours été sous la direction de rédacteurs en chef combattifs mais pondérés : Charles Gauthier (1921-1947), Camille L'Heureux (1947-1963) et Willie Chevalier. Au Nouveau-Brunswick, l'*Évangéline*, poursuit dans les Maritimes une œuvre identique à celle du *Droit*, à Ottawa. Fondé en 1887 à Digby par Valentin Landry, l'hebdomadaire *Évangéline* émigra à Weymouth en 1889 et à Moncton en 1905. Voué à la défense des intérêts des Acadiens, l'*Évangéline* a surtout visé à faire participer les citoyens francophones à la vie économique et culturelle de Moncton. Acquis vers 1944, à la demande de M<sup>gr</sup> Norbert Robichaud, par le Comité de la bonne presse, l'*Évangéline* devenait quotidien en septembre 1949. Plusieurs rédacteurs en chef ont attaché leur nom au journal : Valentin Landry, Alfred Roy, Léandre LeGresley, Euclide Daigle, Emery LeBlanc, Bernard Poirier.

Les quotidiens francophones, dans l'ensemble, n'ont pas atteint leur pleine maturité. De graves problèmes les confrontent. Ils observent encore le monde avec des yeux étrangers car la plupart des grandes agences de presse qui les alimentent sont étrangères. « Les quotidiens, avouait récemment un éditorialiste, font des moyennes entre des agences mensongères ». Il n'existe pas de quotidien provincial, encore moins national. Tributaire d'une clientèle régionale, le quotidien doit choisir son information en conséquence. Les reporters de métier font défaut, même si la *Presse*, le *Soleil* et le *Devoir* ont fait de louables efforts pour améliorer la qualité et la variété des reportages. Edmond Chassé, reporter et nouvelliste à l'*Événement* et au *Canada*, demeure l'un des rares journalistes canadiens-français qui se soit taillé une réputation comme reporter. Les reportages d'Adèle Lauzon, de Renaude Lapointe et de Claude Tessier permettent cependant les plus grands espoirs.

#### VIII. LA PRESSE DE FIN DE SEMAINE

La presse de fin de semaine naît dans la province de Québec dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle se présente à l'origine comme l'édition hebdomadaire d'un quotidien. Ainsi le *Journal des campagnes* (1882) était l'édition hebdomadaire du *Courrier du Canada* et du *Canadien*. La plupart des grands quotidiens imitent au XX<sup>e</sup> siècle l'exemple du *Canadien* mais ne changent plus le nom de leur édition hebdomadaire. Ils se limitent à grossir leurs principales rubriques quotidiennes et à insérer une section magazine et littéraire.

Peu à peu, cependant, une authentique presse de fin de semaine se détache des quotidiens et acquiert une existence autonome. Dès 1883, Arthur Dansereau lance le *Journal du dimanche* qui s'intéresse aux arts et à la littérature : le *Journal du dimanche* se fusionne, en 1885, avec le *Monde Illustré*. La presse de fin de semaine prend son essor lors de la fondation par Roger Maillet, en 1926, du *Petit Journal*. Elle n'a cessé de croître. Son tirage dépasse actuellement 1,500,000 exemplaires. Elle se vend dans tous les kiosques à journaux, de l'Outaouais à la Gaspésie. C'est peut-être la seule presse provinciale du Québec.

La presse de fin de semaine ne vise pas d'abord à informer mais à divertir. Elle entend meubler les loisirs que procurent les longues fins de semaine. Elle se distingue des autres catégories de journaux par sa présentation alléchante et par son contenu. De format *tabloid*, la presse du dimanche met l'accent sur l'illustration, les manchettes, une typographie aérée et variée, des reportages sur des événements tragiques et sur des aventures extraordinaires. Son contenu s'adresse moins à l'intelligence qu'à l'imagination et à l'instinct. Elle se lit sans effort et vise à détendre le lecteur. Dans son information, elle insiste sur l'aspect inédit, abracadabrant, humain et passionnel des événements.

La presse de fin de semaine ne forme pas un bloc monolithique. On distingue, en fait, cinq groupes de journaux qui ont chacun leur spécialité. Il y a le journal familial qui s'adresse à tous les membres de la famille, du plus petit au plus grand. Il comprend sept sections : les pages de l'actualité, les pages féminines, les pages sportives, les pages du spectacle, les pages de la radio-télévision, les bandes dessinées et la section magazine. La section d'actualités comporte un éditorial et quelques articles de fonds relatifs à la littérature et à la vie nationale. Trois journaux appartiennent à cette catégorie : *La Patrie*, ancien organe de parti devenu journal du dimanche le 15 novembre 1957, qui tire à 190,000 exemplaires ; le *Petit Journal* qui dépasse 260,000 exemplaires ; *Photo-Journal* qui atteint 176,000 exemplaires. Ce dernier attache peu d'importance aux nouvelles sportives et s'intéresse surtout au monde du spectacle, à la vie féminine, aux lettres et aux arts. Ces trois journaux publient chacun une édition volumineuse qui varie entre 75 et 110 pages.

Le deuxième groupe s'alimente « au monde du spectacle ». Les journaux de ce groupe offrent des répertoires de vedettes, une chronique de leurs activités, un écho des rumeurs qui circulent dans les coulisses. Ils ont des rubriques à peu près identiques : biographies et interviews de vedettes, horaires et comptes rendus de spectacles, potins et rumeurs. Ils utilisent beaucoup la couleur et ont une édition qui varie entre vingt-quatre et quarante pages. Les journaux les plus représentatifs de cette catégorie sont : *Télé-Radiomonde* (1939), *Journal des vedettes* (1954), le *Samedi* (1889), *Échos-Vedettes* (1963) et *Nouvelles illustrées* (1954). Le

tirage commun des journaux du monde du spectacle dépasse 370,000 exemplaires.

Un troisième groupe se spécialise dans la chronique judiciaire. Les drames passionnels, les crimes crapuleux, les vols avec effraction composent le plat de résistance du menu qu'ils offrent à leurs clients. Les photos-choc, les titres effarants servent d'appâts pour recruter une clientèle avide de sensations fortes. *Allo Police* (1953), la mieux tenue des feuilles de cette catégorie, tire à environ 150,000 exemplaires.

On a baptisé « journaux jaunes » les hebdomadaires qui appartiennent à la quatrième catégorie. Ce sont pour la plupart des journaux éphémères, de faible volume, qui arborent souvent des couleurs criardes et exploitent au maximum les instincts du lecteur. Ils s'adressent à l'imagination dérégulée par des illustrations suggestives. Écrites dans une langue pauvre et vulgaire, ces feuilles n'offrent aucun intérêt. Il ne faut toutefois pas confondre le journal jaune ni avec le journal gaulois ni avec le journal humoristique. Ce dernier genre, qui a vécu ses heures de gloire au XIX<sup>e</sup> siècle et dans les années 1930, semble connaître un regain de vie avec les apparitions récentes du *Bicorne*, du *Baptiste* et du *Goglu*.

Il existe un dernier groupe de journaux qui se situent à mi-chemin entre le quotidien et le journal du dimanche. Du journal du dimanche, ils ont le format *tabloid*, le goût pour la manchette et l'illustration ; du quotidien, ils ont le désir d'informer. Ces journaux ont pour but de rapporter tous les événements qui surviennent du samedi matin au dimanche matin, afin de combler le vide causé par la non-parution des quotidiens le dimanche. Il existe quatre hebdomadaires du dimanche qui s'apparentent aux quotidiens.<sup>1</sup> Le plus ancien, *Dimanche-Matin* (1953), paraît à Montréal et son tirage dépasse 210,000 exemplaires. Les autres, *Québec-Journal du Dimanche* (1954), le *Progrès-Dimanche* (1965) à Chicoutimi, *Beauce-Dimanche* (1965) à Beauceville, enfin *Dernière heure* (novembre 1965), édition remaniée du *Petit Journal*, sont de fondation récente.

#### IX. UNE REMISE EN QUESTION

La société canadienne-française remet en cause les valeurs et les structures qui la caractérisaient. Une nouvelle société est en gestation. La situation du journalisme exprime et reflète l'état de crise qui se manifeste à tous les paliers de la société.

Le journalisme canadien-français traverse une période difficile. Il doit liquider un héritage d'amateurisme et se reconstruire sur des structures modernes. La liquidation du passé touche le journalisme à tous les niveaux. Nombre de propriétaires connaissent mal le journalisme. On achète et on

<sup>1</sup> Dans le monde journalistique on les appelle « quotidiens du dimanche ».

dirige un journal pour récolter des dollars sans trop s'inquiéter du rôle social du journal. La rentabilité en dollars préside trop souvent à la définition des politiques du journal. Ainsi les journaux possèdent peu de correspondants dans les autres provinces canadiennes ou à l'étranger. On tient pour négligeable le commentaire des événements internationaux. Plus grave encore, on manque d'imagination journalistique. Comment expliquer autrement la tendance de nos journaux à attendre la nouvelle plutôt qu'à la créer ?

Il existe entre les propriétaires et les cadres supérieurs des entreprises de presse un malaise qui se traduit par une absence de confiance et de *fair play*. Pris entre les propriétaires et les journalistes, les cadres supérieurs se trouvent dans une position intenable. Aucun mécanisme ne semble fournir, dans la presse canadienne-française, un point de rencontre où propriétaires et chefs de service élaborent en commun l'organisation, le fonctionnement, la politique de leur journal. Certes des formules de consultation existent, mais le propriétaire a toujours le dernier mot sur toutes les questions.

Entre les journalistes et les propriétaires de journaux, un fossé s'élargit dont les origines semblent remonter au début du syndicalisme. Ce manque de compréhension qui confine à la méfiance provient sans doute des visées trop terre-à-terre des propriétaires de journaux et de l'imprécision des objectifs idéologiques poursuivis par la plupart des journaux. Rares sont les grands quotidiens qui s'inspirent d'une idéologie un peu définie, si l'on excepte le *Devoir*. Et encore ! Le journaliste, au nom de la liberté de presse, n'accepte pas que son journal le censure. Un engagement plus précis des journaux permettraient peut-être à un journaliste de travailler pour un journal dont la ligne de pensée s'apparenterait le plus avec la sienne.

La nature de nos journaux, à mi-chemin entre le journal d'information et le journal de combat, devrait être redéfinie. On a noté cette évolution de la grande presse vers le commentaire et vers les prises de positions. On n'a cependant pas encore mis au point une formule pour délimiter ce qui est proprement nouvelle et ce qui est proprement commentaire. Sans doute cette confusion tient-elle pour une part à la faible qualité des reporters canadiens-français. En effet, si le Canada français a produit plusieurs bons journalistes, il n'a pas produit, croyons-nous, de reporters de qualité, sauf de rares exceptions. Et cela est significatif. « Aller à la découverte des faits » est un art qui ne s'improvise pas. Transmettre une image fidèle et complète d'un événement suppose une technique que peu de reporters canadiens-français possèdent, parce que ni les universités ni les grands journaux n'ont fait un effort pour enseigner le métier de reporter. La création d'une école de journalisme et l'organisation de stages d'études constituent un des problèmes majeurs qui confronte le journalisme cana-

dien-français. C'est là une condition essentielle à une revalorisation de la presse. Celle-ci a trop tendance à déformer la nouvelle, à lancer des rumeurs et des idées toutes faites. On pourrait alléguer plusieurs raisons pour expliquer le subjectivisme et le manque de pondération de la presse canadienne-française actuelle : la plupart se ramènent au manque de maturité et de formation d'un trop grand nombre de journalistes et de reporters. L'École de journalisme, fondée récemment par Jean-Louis Gagnon, et les stages d'études organisés par le *Soleil* durant l'été de 1964, les cours de journalisme donnés à Laval et à Montréal, constituent les premières tentatives pour corriger cette situation. Il y aurait lieu d'aller plus loin encore et de définir le rôle et le statut du journaliste dans la société québécoise. La profession journalistique ne repose sur aucune définition et aucune éthique ne féconde ni n'oriente son action. Elle s'appuie sur des cadres et des structures mal définis. Elle est à la remorque, comme le soulignait récemment Pierre Ducharme, « des facultés d'invention et de débrouillardise de l'un ou l'autre de ses membres ».<sup>1</sup> L'excessive mobilité qui caractérise cette profession — que nous avons soulignée à plusieurs reprises au cours de ces pages — reflète un état de confusion et d'amateurisme qui enrayent l'épanouissement de la profession et son efficacité.

S'il est vrai que le niveau culturel d'une collectivité conditionne l'évolution de la presse, le journalisme canadien-français peut, malgré tout, envisager l'avenir avec confiance. Emporté par l'élan qui anime la collectivité canadienne-française, il peut trouver en lui le dynamisme et les ressources qui lui permettront de triompher des difficultés qui l'assaillent.

Jean HAMELIN

*Institut d'histoire,  
Université Laval.*

André BEAULIEU

*Bibliothèque générale,  
Université Laval.*

---

<sup>1</sup> *Le Carabin*, 3 février 1966, 5.

## ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- ANGERS, Gérard (Frère Marie-Germain), *Un siècle de journalisme canadien*, thèse... Université d'Ottawa... doctorat d'université, Ottawa, 1944, 430 p.
- BAILLARGEON, Samuel, *Littérature canadienne-française*, 2<sup>e</sup> éd. rev., Montréal, Fides, 1960, 525 p., III.
- BEAULIEU, André et HAMELIN, Jean, *Catalogue des journaux du Québec de 1764 à 1964*, Québec/Paris, Les Presses de l'Université Laval/Armand Colin, 1966, xxvi+330 p.
- BUIES, Arthur, *Chroniques*, Édition nouvelle, Québec, C. Darveau, 1873-1875, 2 vols.
- CHAPAIS, Thomas, *Mélanges de polémique et d'études religieuses et littéraires*, Québec, Imprimerie de l'Événement, 1905, 373 p.
- DUHAMEL, Roger, « Le journalisme », *Cahiers de l'Académie canadienne-française*, vol. 3, *Essais critiques*, (124)-161.
- FABRE, Hector, *Chroniques*, Québec, Imprimerie de l'Événement, 1877, 264 p.
- FAUTEUX, J.-Noël, « Le journalisme français dans le Québec des origines à nos jours », *Les journées de presse française à Québec*, Québec, Le Soleil, 1934, 53-73.
- FOURNIER, Jules, *Mon encrier... Recueil posthume d'études et d'articles choisis, dont deux inédits*, Préface de M. Olivar Asselin, Montréal, Madame Jules Fournier, 1922, 2 vols.
- GAGNON, Louis-Philippe, *Essai sur le caractère et les idées de trois maîtres d'escrime de notre journalisme: Arthur Buies (1840-1901), Olivar Asselin (1875-1937), Jules Fournier (1884-1918)*, thèse présentée à l'université d'Ottawa, Ottawa, 1941, 146 p.
- GAGNON, Marcel-A., *Le ciel et l'enfer d'Arthur Buies*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1965, 360 p. (*Vie des lettres canadiennes*, 2).
- , *La vie orageuse d'Olivar Asselin*, Montréal, Éd. de l'Homme, 1962, 2 vols.
- HARVEY, Jean-Charles, *Les grenouilles demandent un roi*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1943, 156 p.
- HUOT, Maurice, *Journalistes canadiens*, Trois-Rivières, Éditions du Bien-Public, 1959, 91 p., Portr.
- L'Information à la presse, à la radio et à la télévision*, Colloque de l'Institut canadien d'éducation des adultes, Mont-Gabriel, 21, 22, 23 mai 1964, Montréal, I. C. E. A., 1965, III, 175 [14] p. (*Cahiers d'information et de documentation*, 18, 19).
- « Le journalisme, accusations et justifications », *Cité libre*, nouvelle série, vol. 14, n° 60, octobre 1963.
- KAYSER, Jacques, *Mort d'une liberté*, Paris, Plon, 1955, v + 338 p.
- KESTERTON, W. H., « Le journalisme au Canada, 1752-1900 », *Annuaire du Canada, 1957-58*, 942-956 ; *1959*, 904-924.
- LAMONTAGNE, Léopold, *Arthur Buies homme de lettres*, Québec, Les Presses universitaires Laval, 1957, 258 p., front.
- LAREAU, Edmond, *Histoire de la littérature canadienne*, Montréal, John Lovell, 1874, VIII + 496 p.
- , *Mélanges historiques et littéraires*, Montréal, Eusèbe Sénécal, 1877, pp. 1-52.
- LEDRE, Charles, *Histoire de la presse*, Paris, Arthème Fayard [c1958], 411 p.
- MARION, Séraphin, *Les lettres canadiennes d'autrefois*, Ottawa/Hull, Éditions de l'Université/ Les Éditions l'Éclair, 1939-1958, 9 vols.
- MAYRAND, Oswald, *L'Apostolat du journalisme*, Montréal, Fides, 1960, 253 p., Portr.
- MICHAUD, Yves, *La presse hebdomadaire de province*, Mémoire présenté au Centre international d'enseignement supérieur du journalisme, Strasbourg, 1960, 94 p.
- MOTT, Frank Luther, *American Journalism, A history: 1690-1960*, 3<sup>rd</sup> ed., New-York, MacMillan [c1962], XIII + 901 p., III.
- PARÉ, Lorenzo, « Évolution de la presse », *Semaine sociale du Canada*, XXXIV<sup>e</sup> session, 1957, 84-102.

- ROUTHIER, Adolphe-Basile, « Du journalisme », *Causeries du Dimanche*, Montréal, Beauchemin et Valois, 1871, 118-138.
- ROY, Camille, « Des progrès du journalisme canadien-français », *Essais sur la littérature canadienne*, Québec, Librairie Garneau, 1907, (331)-343.
- SAVARD, Pierre, *La France et les États-Unis dans la vie et dans l'œuvre de Jules-Paul Tardivel (1851-1905)*, thèse . . . Université Laval . . . Doctorat ès lettres (Histoire), (Québec), 1964, 2 vols.
- TARDIVEL, Jules-Paul, *Mélanges ou recueils d'études religieuses, sociales, politiques et littéraires*, Québec, S.-A. Demers, 1903, LXVII + 349 p.
- THÉRIO, Adrien, « Le journalisme au Canada français », *Canadian Literature*, n° 17, été 1963, 34-43.
- , *Jules Fournier journaliste de combat*, Montréal et Paris, Fidès, 1954, 244 p.
- TOUGAS, Gérard, *Histoire de la littérature canadienne-française*, 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée, Paris, Presses universitaires de France, 1964, 312 p.
- VENNAT, Pierre-J.-G., « Une histoire qui commence par la fin », *Le Trente*, vol. 2, n° 1, mai 1966, 5-12.